

présentée et soutenue le 7 Décembre 1935, à 14 h.

PAR

Eric RAU

JURY... } *Président* : H. SOLUS, *Professeur.*
 } *Suffragants* { MM. ESCARRA, } *Professeurs*
 } CASSIN. }

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

1935

Rau



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La vie juridique
des
Indigènes des Iles Wallis

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

présentée et soutenue le 7 Décembre 1935, à 14 h.

PAR
Eric RAU

JURY... } *Président* : H. SOLUS, *Professeur*.
 } *Suffragants* { MM. ESCARRA, } *Professeurs*
 } CASSIN. }

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

1935



INTRODUCTION

La légende polynésienne conte que Tagaloa, Chef des Dieux célestes, descendit un jour de son domaine éthéré pour pêcher. Il jeta son filet et, essayant de le relever, il le trouva lourdement chargé. Rassemblant ses forces, il ramena alors à la surface Uvéa et le chapelet d'îlots égayant son lagon. Il fut si heureux à l'apparition du joli pays ainsi créé que, pour éviter la dispersion des îles par les courants, il laissa son filet pour les protéger. Celui-ci forma le récif annulaire ceignant l'archipel et son lagon. Uvéa était créée ; Uvéa cette charmante île du Pacifique découverte en 1767 par le Commodore anglais Wallis dont l'archipel porte le nom ; Uvéa qui devait constituer, par son isolement dans l'immense océan, l'un des derniers refuges des mœurs polynésiennes.

§ I. *Géographie des Wallis.*

1^o *Géographie physique.* — Situées par 13°20 de latitude Sud et 178°30 de longitude Ouest, les îles Wallis forment un petit archipel composé d'une île principale, Uvéa, et de dix neuf îlots madréporiques. Un récif corallien les entoure de toutes parts, coupé par endroits de quelques passes étroites que seules peuvent franchir les pirogues, et d'une passe plus vaste donnant accès aux navires. L'île d'Uvéa, d'origine volcanique, mesure environ 18 km. de long sur 11 de large. Son point cul-

minant ne dépasse pas 200 m. Elle est parsemée d'un certain nombre de lacs nichés dans le cratère d'anciens volcans.

2° *Population. Ethnographie.* — L'archipel comptait 2.000 habitants environ en 1836. On lui en attribue plus de 5.000 aujourd'hui. Matautu, la capitale, a 1.700 âmes. Les îlots qui s'égrènent autour d'Uvéa sont inhabités d'une façon continue. Ce sont des lieux de villégiature et de repos pour les malades et les convalescents car l'air y est, paraît-il, bienfaisant.

Les Wallisiens appartiennent à la pure race polynésienne : l'éloignement de leur île les a tenus à l'abri des contacts européens, asiatiques et mélanésiens.

Douée de qualités guerrières et morales éminentes, cette race possède des instincts nautiques comparables à ceux des anciens Grecs. L'amour des Wallisiens, notamment, pour les voyages est tel, qu'abandonnant leur famille, ils se lancent aveuglément en mer, sur les plus frêles embarcations, à la recherche de pays nouveaux. Ces exodes, bien que prohibées par les autorités locales, peuplèrent de Wallisiens une île voisine de la Calédonie à laquelle ils donnèrent le nom de leur pays d'Uvéa.

Intelligents et observateurs, les Uvéens sont de « tempérament gai¹ », aimant « à plaisanter, à causer, à faire ou à entendre des discours et plus encore à chanter¹ ». Dans l'art de la musique et de la danse, ils montrent une maestria réellement supérieure. Ils n'ont pas, à l'imitation des indigènes de la plupart des colonies, contracté la passion de l'alcool et leur sobriété est

{ 1. Mgr. Blanc, *Les îles Wallis*, Paris, Perrin, 1914, p. 25.

connue dans tout le Pacifique. — Mais, « ce sont avant tout des Polynésiens, c'est-à-dire des êtres superbement paresseux, insoucians, inconstants et indépendants¹ » ; incapables de réflexion soutenue, ils pratiquent en tout le principe du moindre effort.

Au physique, le Wallisien a un teint chaud et coloré empruntant toutes les nuances du cuivre. Sa physionomie « généralement noble et bien caractérisée diffère peu de celle des Européens »². Sa taille élevée, sa poitrine large, ses membres musclés sont dignes du ciseau du statuaire.

La langue d'Uvéa est un dialecte polynésien doux et mélodieux. Elle ne comprend que seize lettres : nos cinq voyelles et onze consonnes. La voyelle « e » a deux sons « é » ouvert et « è » fermé ; l' « e » muet n'existe pas. La voyelle « u » se prononce « ou ».

Avant leur conversion au christianisme, les Wallisiens avaient une religion polythéiste. Ils croyaient (la légende rapportée dans l'introduction en fait foi) à un Dieu créateur et à beaucoup de divinités dont la plupart étaient mauvaises. Celles-ci étaient censées habiter le corps des prêtres et même du roi et des principaux chefs ; cela donnait à ces derniers un caractère sacré. Sous l'inspiration de la divinité, les prêtres et les rois proclamaient le « tapu », solennelle défense dont la violation entraînait les plus graves maléfices. L'usage du « tapu » explique le despotisme des anciens rois dont les moindres désirs étaient exaucés servilement.

3° *Végétation. Production.* — La végétation des Wallis, par sa profusion et sa variété, permet aux naturels

1. Dr Viala, « Les îles Wallis et Horn », dans le *Bulletin de la Société Neuchâteloise de géographie*, t. XXVIII, 1919, p. 280.

2. Mgr. Blanc, *op. cit.*, p. 24.

de vivre dans leur isolement. L'igname, le taro, la patate douce leur fournissent leurs racines ; l'arbre à pain, le bananier, le cocotier, l'oranger, leurs fruits. De la racine d'un arbuste, le « kava » (*piper methysticum*), ils font un breuvage délicieux réputé dans la Polynésie entière. Du faux-tamanou, du bambou, du mûrier à papier, du pandanus, ils tirent les matériaux pour construire leurs pirogues et leurs cases, fabriquer des « tapa », des paniers, des nattes et autres menus objets d'utilité courante.

L'Océan et son lagon leur donnent les poissons et crustacés les plus variés.

Quand les Européens découvrirent les Wallis, l'archipel ne connaissait, en fait de quadrupèdes, que le cochon, le chien et le chat. Depuis vaches et chevaux y ont été introduits. Ils y vivent très bien.

Les Wallis exportent 1.000 tonnes de coprah et 25 tonnes de trocas par an. Le produit de ces exportations leur permet d'importer pour 500.000 francs environ de marchandises diverses.

§ II. Histoire des Wallis.

On peut diviser l'histoire des Wallis en trois périodes principales :

Période de peuplement ; période d'organisation administrative ; découverte d'Uvéa et soumission à la France.

1^{re} Période. Période de peuplement. — Deux Néo-Zélandais, Maui et Atalaga, au cours d'un de ces voyages d'aventures qu'affectionnent les Polynésiens, découvrirent Uvéa alors inhabitée. Ils venaient des Tonga et se rendaient probablement aux Samoa. Ils retournèrent sans doute aux Tonga où ils firent le récit de leur découverte, car deux Tongiens : Honoleke et Ufi vinrent, avec leurs

femmes, s'installer à Uvéa ; bientôt suivis par un certain Lapelutu et les siens. Ces trois familles, augmentées d'apports tongiens nouveaux, formèrent peu à peu la population d'Uvéa.

2^e Période. *Le pays est suffisamment peuplé pour nécessiter une organisation administrative.* — La population d'Uvéa s'accrût progressivement jusqu'au jour où le roi des Tonga, qui n'avait cessé d'être en rapports suivis avec ses sujets des Wallis, envoya un « pule » (un chef) appelé Oko diriger sa colonie. Ce « pule » nomma bientôt un roi à Uvéa : Tauloko.

Tauloko, que l'on prétend contemporain de François I^{er}, appartenait à une famille princière des Tonga, celle des Tuuoko. Il était également, son nom l'indique, parent du « pule » Oko.

La désignation du premier roi, si singulière, n'est croyons-nous, que l'application de ce phénomène juridique que constate l'histoire du Droit comparé et que M. Hauriou mentionne dans son *Précis de Droit Constitutionnel* comme s'appliquant aux cités antiques ; d'après lui, en effet « au moment de la fondation d'une colonie, les colons emportaient avec eux une loi organique complète faite par la métropole et qui devenait leur charte »¹. Dès lors, l'origine de la nomination du premier roi s'explique facilement : Le roi des Tonga donna, en partant, au « pule » Oko une charte complète avec des pouvoirs spéciaux pour l'appliquer. Tout naturellement, la loi d'imitation joua ici son rôle également, car la constitution des Wallis fut absolument analogue à celle des Tonga.

1. Maurice Hauriou, *Précis de droit Constitutionnel*, Sirey, 1929, p. 242.

La population continua-t-elle de s'accroître au point de nécessiter une organisation administrative plus complète ? Ou le pule Oko devint-il puissant et intrigant au point de chercher à s'emparer du trône laissé vacant par la mort de Tunoko et le roi pensa-t-il alors qu'il fallait diviser pour régner ? Toujours est-il, qu'à une date difficile à préciser, le souverain des Tonga nomma deux nouveaux « pule » à Uvéa. Il leur donna vraisemblablement des pouvoirs et des attributions identiques à ceux de Oko. Les trois « pule » montèrent alors sur un rocher dominant toute l'île et, du haut de cette proéminence, se partagèrent le pays en trois districts : Mua, Hahake et Hihifo.

L'archipel continua alors à être gouverné et administré par un roi (entouré de différents ministres) et par trois « pule », sous la tutelle des monarques tongiens jusqu'au jour où les Uvéens s'étant révoltés cherchèrent à secouer leur vassalité. Ils n'y parvinrent d'ailleurs qu'après plusieurs guerres terriblement meurtrières. A partir de ce jour, Uvéa devint une cité autonome possédant souverainement désormais ces droits de législation, justice et contrainte, qui caractérisent l'Etat libre.

3^e Période. Découverte d'Uvéa. Evangélisation de l'archipel. Soumission à la France. — En 1767, le navigateur anglais Wallis découvrit l'île de loin ; mais rebuté sans doute par les difficultés de la passe, il ne pénétra point dans la ceinture de récifs. Le premier navire européen qui mouilla à Uvéa, fut celui du capitaine anglais Moarn (1825) ; il repartit presque aussitôt. L'archipel reçut ensuite la visite de plusieurs baleiniers et, finalement, de missionnaires protestants venus des

Tonga qui catéchisèrent Uvéa. La majorité de la population se convertit. Mais, à la suite d'abus commis par les Tongiens, la partie restée païenne de l'île se souleva contre les étrangers qui furent massacrés; et il fut convenu que, désormais, les Wallisiens n'accepteraient aucune religion venant des Blancs.

Cependant, le 1^{er} novembre 1837, l'année suivante, le Père Bataillon de la Mission Mariste de Lyon débarquait seul à Uvéa. Ses connaissances de la langue polynésienne, son ascendant, lui permirent en peu de temps de gagner à sa cause les indigènes. Bientôt l'archipel tout entier embrassait la religion catholique.

Quelques années plus tard, le 4 novembre 1842, toujours sous l'influence du P. Bataillon, le roi des Wallis, Soane Patita Lavelua, signait une demande officielle de protectorat adressée au gouvernement français et concluait avec le capitaine Mallet, représentant de la France, un traité, de paix et de commerce. La demande de protectorat fut agréée; et une lettre, en date du 29 avril 1844 de M. Bruat, commandant des Etablissements français de l'Océanie, signifia au roi des Wallis cette acceptation. Mais le protectorat devait rester à l'état purement nominal pendant de longues années encore, car en 1870 le consul d'Allemagne aux Samoa fonda, dans un but politique non déguisé, un comptoir à Mua et, « plus tard, en 1880, le gouverneur de Fidji, Sir Arthur Gordon, fit pressentir la reine sur ses dispositions à l'égard de l'Angleterre. Pour déjouer tous ces projets, Amélie résolut de faire confirmer la situation de la France par une demande formelle de protectorat qu'elle adressa en 1886 au commandant du Decrès, M. de Montesquiou-Fezensac, et qui fut acceptée (P. Piolet, cité par Mgr Blanc, *op. cit.*, p. 19) ».

Le 11 novembre 1886, le contre-amiral Marq de Saint-Hilaire, pour le gouvernement français, signa avec la reine Amélie un traité qui renouvelait et complétait celui de 1842. Le 5 avril 1887 un décret ratifia les traités de 1842 et 1886. L'établissement de notre protectorat fut notifié aux grandes puissances bien que la Conférence de Berlin n'en fit une obligation que pour l'acquisition de territoires africains. Aucune d'elles ne protesta contre ces traités.

Un décret du 27 novembre 1887 rattacha administrativement et financièrement l'archipel, qui jusqu'alors dépendait du gouvernement de Tahiti, à la Nouvelle-Calédonie.

« Jusqu'en 1905, les fonctions de résident de France aux îles Wallis et Horn furent confiées aux administrateurs des colonies » (D^r Viala, *op. cit.*, p. 226). Depuis cette date, à la demande du roi des Wallis, c'est un médecin militaire qui en est chargé.

Le 19 mai 1910, un nouveau traité fut conclu entre le souverain des Wallis et le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, M. Bonhoure. Ce traité modifie en partie ceux de 1842 et de 1886. Les pouvoirs du résident de France sont augmentés; les missionnaires sont exclus de l'administration temporelle de l'archipel. Un décret du 30 novembre 1910¹ ratifia ce traité.

Quelques années plus tard, le 12 juin 1913, à l'instigation du D^r Brochard, résident de France, le roi des Wallis, Soane Batita, après avoir consulté les chefs réunis en Conseil, signa un acte, sorte de pétition, demandant « que son pays ne formât plus qu'un avec la France ».

1. P. Dareste, *Recueil de législation, de doctrine et de jurisprudence coloniale*, 41, rue de la Bienfaisance à Paris, 1911-1-136.

Pour donner suite à cet acte « un projet de loi déclarant ces îles colonies françaises »¹ fut « déposé le 3 août 1897 (J.O., *Doctrine Parlementaire*, Chambre, sess. ord., 1917, p. 1252, *Annexe*, 3.738) »¹.

Le 10 juillet 1920, la Chambre des Députés vota « l'annexion de ces îles »² mais le Sénat après avoir examiné la question en février 1924, « n'a pas ratifié ce vote »³.

Dans ces conditions, peut-on dire, ainsi que n'ont pas hésité à le faire la plupart des journaux de l'époque³ que le protectorat fut transformé, en 1913, en annexion formelle ? Non. Aux termes de l'art. 8 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, « nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi » ; mais encore faut-il que ce soit une loi véritable, complète, votée par les deux Chambres. Et, tant que le Sénat n'aura pas voté une résolution identique à celle de la Chambre des Députés, l'annexion ne sera pas « définitive ».

En l'état actuel des choses, l'archipel des Wallis se trouve donc dans la situation d'Etat protégé. Un résident de France est chargé de contrôler le gouvernement et l'administration du pays qu'il doit en même temps représenter dans les « relations extérieures » (iraité du 19 novembre 1886) et commerciales. Les îles Wallis continuent à posséder leurs couleurs nationales (pavillon rouge portant au centre une croix de Malte blanche) écartelées seulement au coin du drapeau français.

La conséquence de tout cela en ce qui concerne la qualité des indigènes est, à n'en pas douter, que ceux-ci

1. A. Girault, *Principes de colonisation et de législation coloniales*, Sirey, 5^e édit., 1927, t. I, N^o 133, p. 367, note 1.

2. P. Dareste, *Traité de droit colonial*, 41 rue de la Bienfaisance à Paris, t. II, 2^e fasc. 1932, p. 344, note 3.

3. Voir notamment, *L'Illustration* du 23 août 1913, p. 155 ; *Le Matin* du 21 juin 1913.

vont continuer à appartenir à la catégorie des indigènes protégés français. C'est là d'ailleurs l'opinion des auteurs principaux tels que MM. H. Solus¹, P. Dareste². C'est ce qu'implicitement admet aussi M. A. Girault dans ses *Principes de colonisation et de législation coloniales*³.

Du reste, hâtons-nous d'ajouter, qu'ils soient sujets ou protégés, les Wallisiens conservent leurs us et coutumes car, « le respect des lois et coutumes indigènes est un principe traditionnel de la législation coloniale française »⁴. Et, bien qu'aucune disposition législative n'ait jamais aux Wallis expressément garanti le Droit indigène, « le maintien des institutions de Droit privé »⁵, notamment, ne fait aucun doute ; car il s'impose, ainsi que l'a démontré M. H. Solus, « comme une véritable nécessité »⁵.

Ce sont ces institutions que nous allons décrire. Comme nous le verrons, dans le domaine du Droit public, l'établissement du protectorat français n'a porté qu'une atteinte insignifiante à l'organisation politique et administrative du pays ; en fait, il n'a pour ainsi dire pas touché au Droit pénal. — Dans le domaine du Droit privé, les institutions uvéennes ont été conservées sans modification. Toutefois, il importe de le noter dès maintenant, sous l'influence de la Mission Mariste, les indigènes (qui sont à présent *tous* catholiques) se sont soumis entièrement à la loi chrétienne et, en Droit comme en fait, pour tout ce qui concerne les questions de mariage, de

1. H. Solus, *Traité de la condition des indigènes en droit privé*, Sirey, 1927, N° 32, p. 55.

2. P. Dareste, *Traité de droit colonial*, t. II, 2° fasc., 1932, p. 344 et 345.

3. A. Girault, *op. cit.*, N° 133, p. 367.

4. P. Dareste « Les collectivités indigènes », conférence faite le 13 mai 1935 au centre d'Etudes juridiques coloniales de l'Union coloniale française. *La quinzaine coloniale* du 10 septembre 1935, p. 329.

5. H. Solus, *op. cit.*, N° 186, p. 228.

filiation, d'organisation de la famille, le statut catholique s'est substitué au statut indigène antérieur.

D'une manière générale d'ailleurs, « la foi chrétienne »¹ en apportant « à ses adeptes des mœurs moins rudes, un souci plus grand de la personnalité et de la dignité humaines »¹, devait, tout naturellement, amener un adoucissement des coutumes un peu frustes des Uvéens. Cela s'est traduit par la suppression de l'infanticide, des guerres intestines, de l'anthropophagie et par une atténuation des peines².

1. H. Solus, « Le statut juridique des indigènes chrétiens », conférence faite au Centre d'Etudes juridiques coloniales de l'Union Coloniale française.

2. Nous nous faisons un devoir de remercier ici : M. le Docteur G. Renaud, ex-résident de France aux îles Wallis et Horn, dont l'intelligente compréhension du Droit, nous a permis de pénétrer dans le détail la plupart des institutions juridiques des Uvéens et M. Jaubert, ex-secrétaire de France à Matautu, retiré en Calédonie, auquel un séjour de 30 ans aux Wallis a donné une expérience complète des us et coutumes wallisiennes. Il a bien voulu nous faire profiter de cette expérience et nous aider à suivre dans leur évolution au cours de ces dernières décades les institutions des Uvéens. Grâce à eux notre tâche a été grandement facilitée et nous avons pu, lors de notre passage là-bas comme magistrat, arriver rapidement à une connaissance suffisante du Droit des coallisiens pour nous donner la possibilité d'analyser leur vie juridique.

Le Droit Public

TITRE I

ORGANISATION CONSTITUTIONNELLE ET ADMINISTRATIVE DES WALLIS

Placé sous la haute autorité du Commissaire général de la République Française dans l'Océan Pacifique, qui réside à Nouméa mais exerce son contrôle par l'intermédiaire d'un résident, l'archipel des îles Wallis est gouverné et administré par un roi, six ministres, trois « pule » et dix-neuf chefs de village. — Uvéa se divise en trois districts ; chacun de ces districts se subdivise en villages. Les divers îlots se rattachent administrativement aux districts en face desquels ils se trouvent.

§ I. *Le roi.*

1° *Élection du roi.* — On a prétendu¹ que le pouvoir royal était héréditaire en ligne collatérale au premier degré. C'est une erreur. Le roi des Wallis est élu par une assemblée appelée « Fono laki » et composée des six ministres et des trois « pule ». La tradition est formelle sur ce point. Cette assemblée est convoquée

1. *Les colonies françaises*, t. IV, Paris. Quantin, 1890, p. 325 et Dr Viala, *op. cit.*, p. 226.

dès que le trône devient vacant par le « Kivalu » ou premier ministre.

La coutume veut que le roi soit choisi parmi les chefs des familles princières — elles sont au nombre de six — résidant de préférence dans le district de Hakake où se trouve la capitale Matautu.

Dès que le choix du « Fono laki » s'est fixé sur un prince, on procède, en présence du résident, de la famille royale et des chefs du pays réunis, à la cérémonie d'intronisation. Le futur monarque — car il ne sera roi qu'après cette cérémonie — se tient assis parmi la foule qui fait face au groupe officiel. Une natte appelée « takapau » est disposée entre le résident et le premier ministre. — Le Kivalu, qui préside l'assemblée, appelle le prince choisi, lui fait part de la décision du « Fono », et, le proclamant roi d'Uvéa, l'invite à s'asseoir sur le « takapau ». Sur quoi le nouveau roi prend place sur la natte. — Ordre est alors donné d'annoncer le « kava » d'honneur et le distributeur officiel clame à haute voix la destination du premier « kava » au nouveau monarque qui prend à partir de ce moment-là le titre de « Lavelua ».

2° *Révocation du roi.* — Le roi qui a perdu la confiance de ses sujets ou plus exactement des chefs les plus puissants peut être révoqué. Pratiquement le mécanisme de la révocation se déclanche de la façon suivante : le parti d'opposition intrigue auprès de quelques princes âgés et influents qu'il cherche à gagner à sa cause — ce qui est relativement facile car chacun d'eux espère toujours, plus ou moins ouvertement, que le trône devenu libre du fait de la déposition du roi lui écherra, à lui ou au chef de sa famille — ; puis il entre en rela-

tions dans ce même but avec deux ou trois ministres. Lorsqu'ils se jugent assez forts, les ministres dissidents entourés des membres représentatifs de l'opposition : princes, grands-chefs, se présentent au roi et lui signifient sa destitution. Si celui-ci sent qu'il a perdu la partie, il se soumet à leur décision ; sinon, il rassemble rapidement le « Fono laki » et, dans une ultime consultation, il essaye de regagner la confiance. Mais, comme l'opposition a eu soin de choisir les ministres les plus influents, le restant du conseil se soumet le plus souvent à leur avis et le roi, bon gré mal gré, doit partir sous peine d'ailleurs d'être chassé par la force.

Lorsqu'il y a eu vacance par suite de décès ou de destitution, le « Fono laki » doit se réunir sans délai.

Le roi déchu — ce pourrait être là un argument de plus contre la thèse de l'hérédité du pouvoir royal — peut être réélu lorsque son parti revient au pouvoir. C'est ce qui s'est produit notamment pour les deux derniers rois en fonctions.

3° *Rôle du roi.* — Autrefois autocrate sans contrôle, ayant sur ses sujets droit de vie et de mort, sans jugement, l'absolutisme du roi s'est tempéré à la suite de l'évangélisation de l'archipel. Et, aujourd'hui, son rôle est variable avec son autorité personnelle et l'ascendant qu'il a sur les chefs. Cependant entre ses mains se trouve encore concentrée toute l'autorité publique, que ce soit en matière législative, judiciaire ou militaire.

Chef du pouvoir exécutif, il a également le pouvoir législatif. Les ordonnances qu'il édictait jadis revêtaient un caractère sacré : c'était, comme nous le savons, le règne des « tapus », lois prohibitives qu'ordonnaient les divinités par la bouche du roi. Les « tapus » ont cessé

d'être sacrés, mais il est resté comme un souvenir de leur origine religieuse et les lois qu'édicte le souverain sont encore aujourd'hui observées scrupuleusement, avec un respect sacro-saint.

Au roi appartient également le droit de déclarer la guerre. Cette fonction, après avoir été primordiale en un temps où tout était prétexte à conflit, s'est vue considérablement réduite depuis que l'Eglise a pris aux Wallis une influence suffisante pour chercher, de toute son autorité, à empêcher les hostilités. En vertu du traité de protectorat du 19 novembre 1886, le résident étant « chargé des relations extérieures », il appert d'ailleurs que c'est à ce dernier qu'appartient dorénavant le droit de déclarer la guerre à l'étranger, le roi ne conservant plus que la faculté de rétablir l'ordre par la force à l'intérieur du pays.

Nous verrons en étudiant le pouvoir judiciaire le rôle du souverain au point de vue juridictionnel.

Une fort belle demeure appartenant à l'Etat Wallisien est affectée comme résidence au roi. Jusqu'à ces dernières années il n'avait pas de liste civile. Ses revenus se composaient des produits de ses propriétés, des amendes par lui infligées, des cadeaux en vivres offerts par ses sujets et, enfin, des droits qu'il percevait sur le commerce (ancrage, pilotage, patentes). Aujourd'hui le gouvernement français lui octroie une allocation forfaitaire qui était en 1931, 1932 et 1933, au moment de la résidence de M. le Dr Renaud, de 250 francs-or par an.

Pour les cérémonies officielles, le monarque est entouré d'une escorte de 300 hommes que l'on peut, sans euphémisme, qualifier de garde d'opérette, tant est grande la fantaisie qui règne au choix de l'équipement des soldats.

§ II. *Les ministres.*

1° *Recrutement des ministres.* — Le roi est assisté, pour l'administration du pays, d'un conseil composé de six ministres ; chacun de ceux-ci est nommé par lui sur la présentation des autres ministres en exercice. Ils sont choisis parmi les chefs de familles de ministres résidant de préférence (afin de faciliter leur convocation) dans le district de Hahake. Comme pour l'élection du roi, les traités de protectorat demeurent silencieux sur le rôle de la France en la matière. En fait, d'ailleurs, le résident reste complètement étranger au recrutement des ministres.

Ceux-ci sont révocables par le roi ; mais seulement pour des raisons graves, telles que incapacité notoire, manquements aux lois du pays. En pratique, il nous a été permis de constater que la révocation se produit de la façon suivante : Le roi réunit ses ministres et, après les avoir consultés, il signifie à l'intéressé d'avoir à cesser ses fonctions.

2° *Les principaux ministres.* — Il y a six ministres hiérarchisés : le « Kivalu » premier ministre, le « Mahe » second ministre, le « Munua », le « Kulitea », le « Futuamāi » et le « Mukoï-Fenua ». Au bas de cette hiérarchie, servant de transition entre les ministres proprement dits et les « pules », il convient de placer le « Puleuvéa ».

3° *Leurs fonctions.* — Sauf le « Futuamāi » et le « Mukoï-Fenua », les ministres n'ont aucune fonction spéciale déterminée. Ils entourent et assistent le roi dont ils transmettent les ordres. Ils le secondent dans le gouvernement et l'administration du pays. On les considère comme des vice-rois.

Le « Futuatamaï » et le « Mukoi-Fenua », en plus de ces attributions collectives générales, ont un rôle individuel très spécial à remplir. Le premier est le garde personnel du roi. Il doit apaiser les différends qui s'élèvent entre les ministres. Il est de plus chargé de juger les affaires relatives à la propriété foncière et, comme juridiction d'appel, les décisions des « Fonos ». Le « Mukoi » est le ministre de la guerre qu'il doit organiser sur l'ordre du roi. A cet effet, il envoie aux « pules » des différents districts un ordre prescrivant d'avoir à mettre à sa disposition un nombre de guerriers déterminé.

Le « Puleuvéa » est un personnage hybride chargé à la fois de l'administration des intérêts locaux et de certains intérêts généraux. Comme les autres « pules » il doit administrer un district déterminé (celui de Matautu), mais en plus, il a une fonction spéciale qui fait qu'on le considère souvent comme un ministre : Il est le « chef de la guerre » et prend le commandement des troupes en cas de conflit.

§ III. *Les conseils.*

De tout temps la monarchie wallisienne a eu, pour son gouvernement, des conseillers et des conseils. Aucune décision pourrait-on dire, n'est prise sans qu'au préalable, elle ait été mûrement délibérée en buvant le « kava » ; mais le choix des conseillers et la composition des conseils est essentiellement variable suivant les rois et également suivant l'importance des affaires à régler.

1^o *Les conseils.* — Les ministres réunis en Conseil paraissent toutefois constituer l'armature permanente du Conseil du gouvernement. Ils sont, à proprement parler, les conseillers habituels du roi qui les convoque

quand il le juge utile. C'est d'ailleurs pour faciliter cette convocation que les ministres sont choisis, nous l'avons vu, de préférence dans le district de Hahake.

Aux ministres s'adjoignent parfois les « pules », les princes âgés et même les chefs de village. L'assemblée ainsi constituée prend le nom de « Conseil du roi ». Le Conseil du roi se réunit à intervalles réguliers (le plus souvent mensuellement) pour délibérer, sous la présidence du roi, des affaires du pays les plus importantes.

A côté de ces conseils indigènes, il est indispensable de mentionner le rôle important que jouent le résident et les missionnaires catholiques.

Le traité de protectorat de 1886 donnait déjà au résident la faculté de siéger au Conseil des ministres. Celui de 1910 lui en fait une obligation, et « la date de chaque séance » doit être « portée à sa connaissance trois jours auparavant ». Par ailleurs, ce même traité de 1910 spécifie que, dorénavant, le résident « sera chargé de désigner au roi des Wallis les meilleures solutions des questions d'intérêt général regardant les Wallis » et que, « d'une manière générale, le roi devra prendre conseil du résident pour toutes les affaires importantes, et s'en remettre à son avis, sauf son recours, en cas de désaccord à la haute autorité de M. le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ». En fait, le résident est le conseiller du roi pour tous les actes de la vie administrative du pays.

Quant aux missionnaires, leur influence est le plus souvent considérable. Leur ingérence dans l'administration temporelle a, de tous temps, été l'occasion de nombreux et pénibles conflits avec les résidents particulièrement soucieux de conserver leurs prérogatives.

2° *Le « Fono talaga »*. — Nous avons vu que le pouvoir législatif était pleinement exercé par le roi. Cependant, dans une certaine mesure, une autorité est associée à l'exercice de ce pouvoir : Le « Fono talaga ».

Le « Fono talaga » est une assemblée composée de six ministres et de princes âgés (généralement deux ou trois). Il siège au Palais royal à Matautu. Cette assemblée élabore, à la majorité, des projets de loi qui sont ensuite soumis à l'approbation du roi. Celui-ci n'est d'ailleurs pas lié par ses délibérations, il gardera en toute matière un pouvoir d'appréciation absolu. L'initiative des lois ainsi votées par le « Fono talaga » appartient aux membres du Conseil du roi ; c'est-à-dire, aux ministres, princes, « pules », chefs de village, au monarque lui-même et au résident.

§ IV. *Les « pules »*.

1° *Recrutement des « pules »*. — Les « pules » sont au nombre de trois, un par district. Ils sont nommés par ordonnance royale prise en Conseil des ministre et choisis parmi les princes de sang royal habitant le district qu'ils devront administrer.

Les « pules » sont révocables par décret du roi, pris également en Conseil des ministres, pour fautes commises dans l'exercice de leurs fonctions : désobéissance aux ordres du roi ou des ministres, infractions aux lois du pays, etc... La révocation est signifiée au « pule » par un ministre qui l'invite à se démettre immédiatement de ses fonctions.

2° *Leur rôle*. — Organes du pouvoir central, les « pules » ont (à l'exception de celles relatives aux finances), des fonctions sensiblement analogues à celles de nos anciens

intendants. Ils administrent leur district, transmettent aux chefs des villages les ordres du roi ou des ministres dont ils sont les représentants directs, veillent à l'exécution de ces ordres et, de plus, rendent la justice.

§ V. *Les chefs de village.*

Au bas de l'échelle administrative, en contact direct avec les individus, se trouvent les chefs de village.

1° *Recrutement des chefs de village.* — Ils sont au nombre de dix-neuf, un par village. Nommés par le roi sur la proposition des ministres, ils sont choisis parmi les membres des familles des chefs de village, sauf à Matautu et à Aka-Aka où les fonctions sont remplies par un ministre.

Le roi en Conseil des ministres peut, sur la proposition du « pule » de leur district, prononcer leur révocation.

2° *Leur rôle.* — Le rôle des chefs de village est assez limité. Représentants du pouvoir central, leur fonction principale consiste à transmettre aux individus les ordres royaux et à veiller à leur exécution. Mais ils sont dotés en outre d'un certain pouvoir de commandement : Ils administrent leur village, conduisent leurs administrés aux travaux de prestation, les dirigent pendant ces travaux et rendent la justice en cas de contravention aux ordres qu'ils donnent comme représentant des intérêts locaux. En temps de guerre, ils commandent les guerriers de leur village sous les ordres du « Puleu-véa ».



Tels sont les principaux organes de la vie administrative du pays. Comme on peut le constater les cadres

d'une telle administration sont essentiellement fermés : Le pouvoir de commandement, de domination politique, se concentre tout entier dans les mains de trois castes : familles de sang royal, familles des ministres et familles des chefs de village.

Tous les membres de ces castes ne participent d'ailleurs pas indifféremment au gouvernement : c'est là le privilège des chefs de famille, c'est-à-dire des hommes les plus âgés car les femmes n'exercent point non plus de fonctions administratives. Jusqu'au règne d'Amélie, cette règle ne souffrait d'exception qu'en ce qui concerne le pouvoir royal ; mais la coutume paraît se fixer en ce sens que seuls les hommes peuvent désormais être rois.

La concentration de l'autorité publique entre les mains des trois castes en question a pour conséquence l'exclusion complète de tout individu n'en faisant point partie — des « tuas » — de la vie administrative et politique. A telle enseigne que même les officiers de police, dont les fonctions sont pourtant bien modestes, ne peuvent être recrutés que parmi les membres des familles des chefs de village.

Les « tuas » ou roturiers étaient autrefois, par rapport aux trois autres classes de la société, dans une situation voisine de l'esclavage. Ils sont aujourd'hui hommes libres, mais ne possèdent, au point de vue civique ou politique, que l'exercice de trois droits ou devoirs : faire partie du tribunal de village, être soldats, payer l'impôt.

Faire partie du « Fono fenua » est une bien mince prérogative. Dans une telle juridiction c'est le chef de village qui fait tout ; les anciens, assesseurs, ont un rôle purement représentatif et se contentent d'approuver les paroles de leur président.

Etre soldat est une obligation qui ne s'impose pas à tous les individus indifféremment. Au « pule » appartient le droit de recruter le guerrier parmi les hommes valides. Celui-ci s'improvise au moment des hostilités. Ça ne lui empêche pas d'ailleurs d'être un combattant remarquable. Il marche contre l'ennemi en chantant et meurt héroïquement.

Jusqu'à une époque relativement récente, le Wallisien ne payait pas d'impôt régulier. Il n'existe point en effet de budget indigène. Les fonctions publiques sont théoriquement gratuites. Pratiquement, cependant, ceux qui en sont chargés tirent revenu du produit des amendes infligées par eux. Quant aux travaux d'utilité générale, ils s'exécutent le plus facilement du monde. Dès qu'il s'agit de construire une route, de refaire un pont etc..., le roi désigne un nombre d'hommes déterminé qui effectueront les travaux gratuitement. Pendant la durée de la prestation, les prestataires sont nourris par les différents villages du pays, à tour de rôle. Ces travaux publics entraînent-ils une dépense quelconque (achat de matériaux, d'outils etc...) ? Un impôt extraordinaire est immédiatement levé à cet effet.

Depuis la guerre cependant, en compensation de l'allocation payée au roi, le gouvernement français a obtenu l'autorisation de lever sur l'indigène un impôt permanent : la capitation. Cette capitation fixée par ordonnance royale est la même pour tous et payable, chaque année, par les individus âgés de 18 à 60 ans, aux chefs de village qui en reversent le montant à l'administration française. Cet impôt s'élevait en 1928 à 11.930 francs¹.

1. A. Girault, *op. cit.*, t. III, N° 516, p. 787.

TITRE II

LA JUSTICE

L'étude de l'organisation constitutionnelle et administrative des Wallis nous a permis de constater une complète confusion des pouvoirs législatif et exécutif entre les mains du roi. Le principe de la séparation des pouvoirs judiciaire et politique est également inconnu des Uvéens. Maître absolu du pouvoir législatif et exécutif, le roi est en effet encore le « Grand Justicier ». Mais cette fonction, d'ordinaire, il ne l'exerce pas en personne ; il en délègue l'exercice, principalement à deux sortes de tribunaux : les « Fonos pulehaga » et « Fenua » et, subsidiairement, à ses ministres ; se réservant seulement en toute matière le droit de substituer sa volonté à la décision de ses juges.

Quant à ses magistrats, ils cumulent, comme nous l'avons vu, les fonctions exécutives et les fonctions judiciaires.

SECTION I

L'ORGANISATION JUDICIAIRE. LES PRINCIPALES JURIDICTIONS.

A côté de la juridiction ministérielle dont la compétence est tout à fait spéciale, il existe deux sortes de tribunaux :

le « Fono pulchaga » et le « Fono fenua ». Ces « Fonos » sont des assemblées de personnes chargées de juger et d'administrer.

Les « Fonos » se réunissent tous les quinze jours ; en général le dimanche après la messe. Ils siègent tous deux le même jour.

§ I. « Le Foro pulchaga ».

1^o *Composition.* — Le « Fono pulchaga » est le tribunal de droit commun. Il y en a trois : Un par district. Chacun d'eux est présidé par le « pule », chef du district, et composé de deux ministres, des chefs et des officiers de village.

Les ministres siégeant au « Fono » sont, d'une façon permanente, à Hahaké le « Kivalu », à Mua le « Mahe », à Hihifo le « Mukoï ».

Les officiers de village (ou officiers de police), présentés par les « pules », sont nommés par ordonnance royale prise en Conseil des ministres. Ils sont choisis parmi les membres des familles de chefs de villages qui paraissent intelligents, de bonne conduite et, surtout, dont le dévouement aux chefs a été éprouvé.

L'audience du « Fono-pulchaga » se tient à huis-clos : Les personnes étrangères à l'affaire jugée devant se tenir à l'extérieur et à distance respectueuse.

2^o *Rôle et compétence.* — Le « Fono pulchaga » a, avant tout, des fonctions juridictionnelles. *Ratione materie*, sa compétence est générale : Il juge toutes les affaires tant civiles que pénales qui n'ont pas été attribuées spécialement au « Fono fenua » ou au Conseil des Ministres. Mais le « Fono pulchaga » a également des fonctions administratives. Il est chargé de transmettre aux chefs de village les ordres du roi et des ministres.

§ II. *Le « Fono fenua ».*

L'audience du « Fono pelchaga » levée, tous les chefs de village rentrent dans leurs villages respectifs et réunissent le « Fono fenua » à son de « tam-tam ».

1^o *Composition.* — Le « Fono fenua » se compose du chef de village, président, et des anciens du village.

L'audience est non seulement publique, mais obligatoire : Tous les habitants du village doivent y assister sous peine d'amende.

2^o *Rôle et compétence.* — Le « Fono fenua » a pour rôle principal de transmettre aux intéressés les ordres du roi ou des ministres dont le chef de village a eu connaissance au « Fono pulchaga », de signifier aux condamnés les jugements rendus par le tribunal de district, de donner des ordres aux habitants du village en ce qui concerne les travaux d'urbanisme à effectuer. Mais, en dehors de ces attributions administratives, le « Fono fenua » a également des fonctions judiciaires répressives : Il est chargé de juger les contraventions aux ordres donnés par lui en ce qui concerne l'administration du village. C'est ainsi qu'il punit de légères amendes l'inexactitude à l'exécution des travaux commandés, le mauvais entretien des cases, des propriétés, la tenue indécente dans le village.

§ III. *Le Conseil des ministres.*

En matière de contestation de terrains, l'affaire est portée devant le Conseil des ministres que préside le roi. Le « pule » du district fait partie de ce tribunal spécial. Le Conseil des ministres est uniquement une juridiction civile.

§ IV. *Juridictions diverses.*

Signalons en terminant la juridiction ministérielle très spéciale du « Kivalu » chargé de connaître en appel des décisions des « Fonos » et, celle du roi, juridiction suprême d'appel.

Signalons également la création depuis l'établissement du protectorat français d'un tribunal mixte « dont l'unique attribution est de connaître des affaires entre européens et indigènes. Ce tribunal est composé du résident de France, président, et de deux juges assesseurs, un juge européen nommé par le résident et un juge indigène nommé par le roi » (D^r Viala, *op. cit.*, p. 230).

SECTION II

LE DROIT PÉNAL ET LA PROCÉDURE PÉNALE.

Le système répressif wallisien ne manque pas d'originalité. Il est déjà assez évolué et semble sorti depuis fort longtemps du stade où la répression appartenait au chef de famille. L'Etat Uvéen est suffisamment fort aujourd'hui pour exercer lui-même le droit de punir et réprimer, non seulement les délits contre sa propre sécurité, mais ceux contre les particuliers.

§ I. *Les délinquants.*

Ce droit de punir, il l'exerce par l'intermédiaire de ses « Fonos » sur tous ses sujets quelque soit leur âge et leur sexe. Il n'existe pas en effet de minorité pénale en Droit wallisien. Les « Fonos » prononcent contre les délinquants, si jeunes soient-ils, des condamnations sans même convoquer les parents pour les assister. Ce système n'est

cependant pas poussé jusqu'à l'absurde : Lorsqu'il s'agit d'exécuter la peine prononcée, ce sont les parents qui payent l'amende infligée si l'enfant n'est pas en âge de travailler.

§ 11. *Les peines.*

1^o *Les principales infractions punies.* — « Tout l'appareil social de répression, dit M. Hauriou¹, est fondé sur la loi morale et celle-ci, à son tour, est liée aux croyances religieuses ». C'est parfaitement exact et peut être aisément vérifié aux Wallis. « Sous l'influence de la morale chrétienne, déclare M. le D^r Viala², le caractère de l'Uvéen s'est adouci, il a rompu avec ses instincts guerriers et sanguinaires d'autrefois, avec les pratiques barbares de ses pères pour se plier aux exigences de la loi morale qui lui était enseignée.

« Sous ce rapport, on demeure surpris des progrès qu'a accomplis la population wallisienne ; aux Wallis l'assassinat a disparu, le meurtre est très rare, l'infanticide n'existe plus, la criminalité y est nulle ».

En dehors de quelques délits de droit commun contre les mœurs, les biens, ou encore intéressant la bonne marche des services publics (refus d'exécution des ordres des chefs), les principales infractions punies sont aujourd'hui des péchés. C'est en cette matière, sans doute, que l'influence de la mission s'est manifestée le plus vivement et, nulle part, la notion du délit ne s'est, suivant la propre expression de M. E. Garçon³ « modelée » plus parfaitement sur celle du péché. Ainsi constituent des infractions le fait de ne pas être allé à la messe, d'avoir

1. Maurice Hauriou, *op. cit.*, p. 51.

2. D^r Viala, *op. cit.*, p. 239.

3. E. Garçon, *Le droit pénal*, Payot et Cie, 1922, p. 64 et 68.

travaillé le dimanche, de ne pas avoir donné à une quête de la mission ordonnée par les chefs, d'avoir été irrespectueux à l'égard d'un prêtre, de s'être mal tenu à l'intérieur de l'église etc...

2° *Les différentes sortes de peines.* — Ce sont des décrets royaux qui édictent les peines à appliquer à ces différentes infractions. Parmi ces peines, la plus courante et pour ainsi dire la seule pratiquée, est l'amende. Cette préférence s'explique par le fait que l'amende est perçue directement par les juges pour leur profit exclusif.

Les peines pécuniaires sont évaluées en dollars suivant un barème qui varie de 1 à 100 dollars.

A côté de l'amende existe une peine dérivée de celle-ci : le travail. Le « Fono » condamne le délinquant à une peine pécuniaire déterminée et déclare que cette amende sera payée en journées de travail.

Chose remarquable, la peine de prison est rarement prononcée et il faut remonter très loin en arrière pour trouver un cas où un condamné ait été détenu au service d'un chef pendant un temps déterminé.

Quant à la peine de mort, après avoir été couramment appliquée, elle semble supprimée. La raison est que l'Eglise (*Ecclesia abhorret a sanguine*) s'est évertuée à rendre les peines plus douces et a proscrit toute effusion de sang.

3° *La mesure des peines.* — Que vont faire les juges en présence d'une infraction ? Ils se contenteront d'appliquer purement et simplement le barème des peines sans se préoccuper de l'intention du délinquant ni de la gravité du délit. C'est ainsi notamment que seront punis d'une amende égale ceux qui auront respectivement volé un œuf et un bœuf. L'application mathéma-

tique du barème ne permet donc pas de faire de discrimination au point de vue de la culpabilité et écarte tout naturellement l'application des circonstances aggravantes et des causes d'atténuation. Les faits justificatifs sont également inconnus. Aucune confusion des peines n'est admise non plus : autant d'infractions, autant de peines. Tout cela s'explique facilement si l'on considère que le produit de l'amende est attribué aux juges. Ceux-ci ont donc tout avantage à condamner automatiquement et le plus souvent possible ; et ils préfèrent servir leurs intérêts plutôt que d'écouter leur conscience ?...

4° *L'exécution des peines.* — Les amendes évaluées en argent sont payées ordinairement en nature (porcs, nattes, vivres de toute espèce) car la monnaie est extrêmement rare aux Wallis. Le produit en est réparti entre les membres du tribunal.

Les journées de travail sont effectuées sous le contrôle du chef du village mais (chose curieuse) pas nécessairement par le délinquant lui-même. Celui-ci peut, à son gré, soit effectuer le travail personnellement, soit en charger les membres de sa famille, se contentant dans ce cas de nourrir ceux-ci.

5° *La grâce.* — Le roi, source de toute justice, peut grâcier les condamnés. Le cas se présente assez rarement d'ailleurs en pratique. Le condamné muni de la racine de « kava » doit se présenter à son chef de district qui transmet la requête au roi.

§ III. *La procédure pénale.*

Alors que devant le « Fono pulehaga » la procédure pénale est tantôt accusatoire tantôt inquisitoire, devant le « Fono fenuo » elle est uniquement inquisitoire.

1^o *Procédure devant le « Fono pulehaga ».*

L'instance devant le tribunal de district peut s'introduire de deux façons différentes : à la suite du rapport des officiers de village ou à la suite de la plainte d'un particulier lequel doit se présenter au tribunal avec un bâton de « kava » qu'il offre aux juges avant de faire son « kolé » (sa demande). Dans le premier cas le « Fono » se saisit d'office de l'affaire : l'officier du village, qui cumule les fonctions de juge au tribunal de district et d'agent de police fait à l'audience du « Fono » son rapport verbal sur toutes les infractions qu'il a constatées au cours de la quinzaine précédente ; et le tribunal, sur la foi de ce rapport, condamne aussitôt sans autre formalité et sans le plus souvent entendre ni inculpé, ni témoins.

Lorsqu'il s'agit au contraire de la plainte d'un particulier, il y a un rudiment d'instruction. Ou bien le « Fono », par l'intermédiaire de l'officier de police, convoque la personne qui fait l'objet de la plainte et alors on entend celle-ci en ses explications à l'audience suivante ; ou bien le « Fono » commet le « pule » ou le chef de village pour enquête. Dans ce cas le chef de district ou le chef de village recueillent eux-mêmes la déposition des témoins et les déclarations de l'inculpé ou, le plus souvent, subdélèguent à cet effet l'officier de village. Quoiqu'il en soit, à l'audience suivante, la personne déléguée ou subdéléguée fait verbalement son rapport et donne son avis.

En somme le « Fono » base sa décision sur l'une des preuves suivantes :

1^o Preuve résultant de l'aveu.

2^o Preuve testimoniale : les témoins pouvant être entendus directement par le tribunal ou au cours d'une

enquête effectuée par un juge délégué. Toute personne peut d'ailleurs être témoin quel que soit son âge et son degré de parenté avec l'inculpé.

3° Dénonciation spontanée par un officier de police ou par un tiers. Mais dans le deuxième cas, à la différence du premier, on doit nécessairement entendre le prévenu en ses explications.

Dans une telle procédure il n'y a naturellement pas de procès par défaut. Le prévenu a connaissance de la condamnation prononcée contre lui par la signification qui lui en est faite au « Fono » du village.

Le jugement ainsi pris n'est pas motivé. Il emporte force excutoire. Un beau jour les chefs se réunissent, pour former le « Fono » par exemple, et perçoivent les amendes. Au cas, presque hypothétique d'ailleurs, où la personne condamnée refuserait d'exécuter le jugement, la peine serait augmentée par le « Fono » qui ne manquerait pas de se saisir à nouveau de l'affaire, et les biens personnels du condamné pourraient même être saisis par les juges.

2° *Procédure devant le « Fono jenua ».*

La procédure devant le tribunal de village est beaucoup plus simple et plus rapprochée de notre conception d'une instance pénale.

Le chef de village étant principalement chargé, comme nous le savons, de commander le village, il lui appartenait tout naturellement de constater les infractions aux ordres qu'il donne et d'en saisir le « Fono ». C'est donc lui qui va jouer ici le rôle d'accusateur public. Quant aux prévenus nous avons vu qu'ils doivent, comme tous les habitants du village d'ailleurs, assister obligatoirement à l'audience ; rien de plus facile dès lors que de les interro-

ger sur les faits qui leur sont reprochés et de faire, s'il y a lieu, une enquête contradictoire.

Le jugement du « Fono Fenua » a les mêmes caractères et produit les mêmes effets que celui du « Fono pulehaga ».

SECTION III

DES CONTESTATIONS CIVILES.

A l'excetion de la juridiction du Conseil des ministres chargée de connaître des contestations de terrains, le « Fono pulehaga » est seul compétent pour régler les affaires civiles. Celles-ci sont d'ailleurs appelées pêle même avec les affaires pénales, ce qui n'est pas étonnant si l'on songe qu'il y a une similitude complète entre les actions civiles sanctionnant les droits réels, les obligations contractuelles, délictuelles ou légales, voire les questions d'état, et les actions pénales. C'est qu'il existe une « communauté d'origine » entre la procédure civile et la procédure pénale. La faute quelle qu'elle soit, contractuelle ou délictuelle, provoque chez la victime un désir de vengeance donc de châtiment.

Les magistrats wallisiens devaient du reste admettre d'autant plus aisément cette assimilation entre l'action civile et l'action pénale, que les amendes infligées leur reviennent intégralement.

Nécessairement si une personne a lésé autrui, si elle n'a pas exécuté un contrat il y aura punition. Le juge s'arrange toujours pour faire entrer dans le cadre des infractions prévues par la loi pénale le cas d'espèce qu'il a mission de juger, ce qui est d'ailleurs le plus souvent facile car « les lois indigènes sont innombrables » (D^r

Viala, *op. cit.*, p. 229). Si par impossible il ne pouvait y arriver, il punirait quand même, créant ainsi des incriminations nouvelles.

La procédure civile est exactement la même que la procédure pénale. L'instance débute par le « kolé » du demandeur qui a, au préalable, pris soin d'offrir au « Fono » une racine de « kava ». Le tribunal compétent est celui du domicile du plaignant. Le défendeur accusé par un particulier est, comme dans ce cas-là en matière répressive, convoqué par l'officier de village pour être entendu en ses explications. La seule particularité à retenir est qu'ici, s'il y a dénégation de la part du défendeur, l'unique moyen d'instruction connu et pratiqué est l'enquête à l'audience. Chaque partie amène au prétoire ses témoins qui sont entendus sans prestation de serment et bien qu'ils soient parents ou alliés des parties.

La preuve écrite est pratiquement inopérante : L'instruction est en effet encore trop peu développée aux Wallis pour que les écrits puissent jouer un rôle quelconque dans le commerce juridique.

Le jugement rendu par le « Fono » est absolument identique au jugement pénal. L'exécution en est assurée par le tribunal. Le défaut d'exécution entraînerait les mêmes sanctions.

Mais s'il existe une analogie complète entre les actions civiles ordinaires et les actions pénales, il convient toutefois de faire exception pour les contestations de terrains qui suivent des règles tout à fait spéciales.

L'affaire est, dans ce cas, portée devant le Conseil des ministres que préside le roi. Comme en matière ordinaire, l'instance débute par le « kolé » du demandeur ; mais ici, en plus de la racine de « kava » le demandeur

doit apporter à ses juges, des vivres suffisants pour les nourrir pendant toute la durée du procès. Le défendeur, convoqué par le tribunal, pour ne pas être en reste avec son adversaire, fait également un présent aux juges. S'il veut voir sa cause examinée avec quelque bienveillance, il ne peut faire autrement, car devant le Conseil des ministres, la décision prise est neuf fois sur dix fonction du cadeau fait.

Cette pratique des « épices » explique, croyons-nous, que devant le Conseil des ministres aucune peine ne soit prononcée contre le perdant : les profits que recueillent les juges sont sans doute suffisants pour éviter d'infliger une amende supplémentaire...

L'instance se poursuit ensuite de la façon la plus simple : le tribunal, après avoir entendu les parties en leurs explications, rend son jugement s'il s'estime suffisamment éclairé. Mais, comme le plus souvent il y a lieu d'étudier sur place le terrain, le « Fono » délègue à cet effet quelques-uns de ses membres avec la mission de se transporter sur les lieux et de trancher le litige. Cette commission, qui est précisée d'office par le Ministre de la terre « Futuatamai », se rend sur les lieux, entend les parties en leurs explications puis délibère et rend sa décision. La contestation est terminée.

Pas pour toujours peut être, car si le jugement du Conseil des ministres ou de sa Commission n'est pas susceptible d'appel, il ne jouit de l'autorité de la chose jugée que provisoirement : qu'un autre roi ainsi que d'autres ministres viennent au pouvoir et le débat pourra être ouvert à nouveau !

SECTION IV

LES VOIES DE RECOURS.

A la différence des décisions prononcées en matière de contestation de terrains, les jugements rendus par les «Fonos» peuvent être frappés d'appel.

L'appel est la seule voie de recours connue en Droit wallisien. Tous les jugements rendus par les «Fonos» sont d'ailleurs susceptibles de cette voie de Droit.

Comme dans le Droit romain du bas-Empire, l'appel suit en la remontant la hiérarchie des fonctionnaires : la personne condamnée par le «Fono fenua» peut toujours appeler au «pule», chef de district. Mais si cette personne est influente et que le «pule» ne veuille pas prendre la responsabilité d'un jugement, le «Fono pulehaga» doit statuer. Si le demandeur n'est pas encore satisfait par ce deuxième jugement, il peut faire appel à nouveau au «Kivalu», premier ministre, et de celui-ci au roi.

Les jugements du «Fono fulehaga» suivent la même hiérarchie. Ils peuvent être portés successivement devant le «Kivalu» puis devant le roi.

La procédure en appel est la même que devant le «Fono pulehaga». S'agit-il d'une contestation civile, la partie adverse contre laquelle appel est interjeté n'est convoquée devant le juge qu'autant qu'elle le serait en pareil cas devant le tribunal de district.

L'appel a un effet suspensif d'exécution. Il est de plus dévolutif : La juridiction saisie peut, soit confirmer la peine donnée, soit l'augmenter, soit la diminuer, soit même l'enlever.

Le Droit Privé

TITRE I

SOURCES DU DROIT PRIVE

Nous savons que « dans toutes les questions concernant le Droit privé, le législateur colonial français s'est franchement et loyalement prononcé en faveur du principe du respect des institutions indigènes »¹. Aux Wallis, bien qu'aucune disposition n'ait formellement garanti le droit des naturels, le principe de son maintien, en dépit du protectorat, ne fait aucun doute. Les sources du Droit wallisien sont donc de deux sortes : la coutume et la loi indigène.

La coutume est la source primordiale du droit privé. Elle a pour lointaine origine la coutume des Tonga. Les Uvéens, à l'indolence infinie, ne sont pas, en effet, des constructeurs de Droit ; bien au contraire, ils le subissent au lieu de le créer. C'est ce qui fait que leur Droit évolue aussi lentement. C'est aussi ce qui complique la tâche de l'interprète qui doit sans cesse dégager la règle juridique que les naturels appliquent par habitude, parce qu'elle leur vient de leurs ancêtres, mais sans chercher à en pénétrer le sens et, surtout, à la perfectionner.

1. H. Solus, *Le statut juridique des indigènes chrétiens*. Conférence *op. cit.*

Les lois, écrites ou orales suivant qu'elles ont été préparées ou non par le résident, prévoient principalement de nouvelles infractions qu'elles sanctionnent ; de sorte qu'en Droit privé leur domaine d'application est assez limité. Elles sont publiées suivant la procédure ordinaire : Du roi aux « tuas » par l'intermédiaire des ministres « pules » et chefs de villages.

TITRE II

LES PERSONNES

CHAPITRE PREMIER

Étude de la famille

Aux Wallis la base de la vie sociale est la famille. D'une manière générale tout Uvéen, quelque soit son âge et son sexe, vit en famille sous l'autorité d'un chef : le « Matua ». De sorte qu'on peut définir celle-ci : le groupe des individus dont l'union est fondée sur la communauté de sang et, convient-il d'ajouter, sur l'alliance, et qui vivent sous l'autorité du « Matua ».

Chose remarquable, cette vie familiale en commun offre de nombreuses ressemblances avec une institution du Droit hindou que les Anglais appellent « joint family » et qui a été décrite par MM. L. Sorg¹ et J. Sanner². Une doctrine ethnologique voit une communauté d'origine entre

1. L. Sorg, *Introduction à l'étude du droit hindou*. Pondichéry imp. du gouvernement, 1895, p. 9 et 13.

2. J. Sanner, *Le Droit civil applicable aux Hindous dans les Etablissements français de l'Inde, son évolution depuis 30 ans*, 1906.

les Polynésiens et les peuplades de l'Inde, les hindous étant considérés comme de lointains ancêtres des Polynésiens. Cette analogie dans les habitudes familiales ne constitue-t-elle pas un argument en faveur de cette thèse ?

I. La parenté. L'alliance.

La parenté est, comme en droit français, le lien qui unit les membres de la famille et ce, aussi bien dans la ligne paternelle que maternelle. Les degrés de parenté peuvent se calculer comme dans notre Droit. Mais pratiquement les oncles ou tantes d'un individu sont considérés comme ses père et mère ; ses cousins et cousines, quel que soit leur degré, comme ses frères et sœurs.

L'alliance existe entre une personne et les parents de son conjoint. Conséquence du mariage, elle crée un lien conventionnel avec les membres de la famille de l'autre époux. Naturellement la personne mariée qui entre dans une nouvelle famille pour vivre en communauté avec elle, se soumet par cela même à l'autorité du nouveau « Matua » ; mais elle ne quitte pas pour cela sa famille d'origine dont le « Matua » reste son chef véritable et incontesté. De sorte qu'une même personne peut se trouver, à la fois, sous la dépendance de deux chefs de famille.

II. Composition du groupe familial.

Le groupe familial est le plus souvent assez large. Il comprend pratiquement : le chef de famille, son conjoint, ses frères, sœurs, fils, filles, neveux, nièces et leurs alliés lorsque ceux-ci, ayant quitté leur famille d'origine, viennent habiter avec eux. Car, au mariage d'un individu, intervient entre les chefs un accord qui détermine la

famille dans laquelle les nouveaux époux iront vivre : celle du mari ou celle de la femme. Cette affectation n'est d'ailleurs pas définitive : que celui des époux qui produisait l'affinité vienne à mourir, et son conjoint devra réintégrer sa famille originaire. Du reste, pratiquement ses enfants obtiendront le plus souvent qu'il reste avec eux dans la famille où ils vivent eux-mêmes.

III. *Qui est chef de Famille ?*

Est de droit chef de famille le parent le plus âgé du degré le plus proche de l'ancêtre commun. Ainsi, si l'on suppose trois cousins a', b', c', descendant respectivement de trois frères A, B, C ; A étant l'aîné, B le puîné, C le cadet ; sera chef de famille au décès de A, B, C, le plus âgé des trois cousins a', b', c'. Si, au contraire, au décès de A, B et C sont encore en vie, B sera « Matua ».

Le chef de famille peut être aussi bien une femme qu'un homme.

IV. *Rôle du chef de famille.*

Après avoir été chef absolu, ayant sur les membres de sa famille des pouvoirs très étendus, le « Matua » a vu au cours des temps son autorité se relâcher peu à peu.

Son autorité est cependant restée ferme encore et son rôle considérable. Rien ne peut être fait sans son autorisation. Il est l'administrateur des biens familiaux, doit pourvoir aux besoins de sa famille et la diriger en toute chose.

V. *Extinction de l'autorité du « Matua ».*

La puissance du « Matua » est en principe viagère. En fait, elle cesse souvent avant sa mort. C'est ce qui se produit lorsqu'il devient incapable en raison de son

grand-âge ou de la maladie, d'assurer sa mission ; c'est ce qui peut se passer également lorsque, par exemple, le membre de la famille qui produisait l'affinité venant à décéder, son conjoint réintègre sa famille originaire.

CHAPITRE II

Le mariage

Avant l'évangélisation de l'archipel, « les chefs avaient, comme le roi, le privilège de vivre avec plusieurs femmes ». Mais « il ne paraît pas que la polygamie ait été autorisée pour leurs sujets » (Mgr. Blanc, *op. cit.*, p. 38). Le mariage se faisait alors apparemment sans forme.

Avec le catholicisme, la Mission apporta aux Wallisiens la monogamie et le mariage chrétien qui devint la base de la famille. En peu de temps, elle sut obtenir la direction absolue des rapports entre époux et substituer le statut catholique au « statut antérieur résultant de la loi ou coutume indigène »¹. Le mariage wallisien peut donc se définir : un contrat religieux et solennel par lequel l'homme et la femme s'unissent en vue de vivre en commun dans la famille de l'un d'eux, sous la direction du chef de celle-ci ; celui qui a changé de famille continuant à dépendre en même temps de son ancien « Matua ».

I. *Empêchements au mariage.*

Pour que le mariage soit possible il faut qu'il n'y ait pas d'empêchements. Ces empêchements peuvent être absolus ou relatifs : absolus quand un individu est inca-

1. H. Solus, *Le statut juridique des indigènes chrétiens*. Conférence, *op. cit.*

pable de se marier avec qui que ce soit, relatifs quand deux personnes ne peuvent se marier l'une avec l'autre.

1^o *Empêchements absolus.* — Ils sont au nombre de trois. Citons : le mariage antérieur non dissous, l'impuberté, l'absence de consentement.

Le jeune homme avant seize ans, la jeune fille avant quatorze ans ne peuvent contracter mariage.

D'après la coutume ancienne une quatrième cause s'opposait au remariage des personnes apparentées aux familles princières : l'inobservation d'un délai de cinq années. Cette prohibition s'avérait d'ailleurs assez illogique puisque, s'appliquant aux veufs aussi bien qu'aux veuves, elle n'avait même pas pour but d'empêcher une « confusion de part ». C'est pourquoi la mission la combattit de toute sa force et réussit à la proscrire.

2^o *Empêchements relatifs.* — Le seul empêchement relatif que l'on puisse relever se rattache à la parenté : Le mariage est interdit entre parents à quelque degré que ce soit. L'alliance au contraire ne met aucun obstacle au mariage.

II. *Formes du mariage.*

Le consentement des chefs de famille et des parents des futurs époux est exigé par le curé de la paroisse préalablement à toute union. La dation de ce consentement est, d'ailleurs, le plus souvent précédée de discussions orageuses entre les familles ; discussions suscitées par des questions de différence de caste ou d'intérêts.

Les parents de chacun des fiancés ayant informé le curé de leur paroisse de l'union projetée, celui-ci en fait l'annonce au prône de la messe. Et, au jour de l'Épiphanie, les prêtres procèdent pour toute l'année, dans

les divers districts à la fois, à tous les mariages du pays. Le D^r Viala, ex-résident aux Wallis, affirme que cette pratique des unions en série a pour but « de simplifier les cérémonies » et de constituer une « occasion de fêtes plus imposantes » (D^r Viala, *op. cit.*, p. 254). Quoi qu'il en soit, le mariage étant considéré par l'Eglise comme un sacrement qu'il convient de favoriser, il est devenu, sous l'influence de la Mission, presque un péché de ne pas être marié à partir d'un certain âge. Aussi, pendant les derniers jours et même les dernières heures précédant l'Epiphanie, assiste-t-on à ce spectacle peu commun (qui n'a sans doute de semblable que la fameuse « foire aux fiancés » d'Encaussine en Belgique) de jeunes gens recherchant de tous côtés une jeune fille à épouser. Ils se plient d'autant mieux à cet usage que, sous l'influence de l'Eglise, le délit de fornication, quoique habituel, est puni par le « Fono ».

III. *Preuves du mariage.*

La Mission qui a la haute main sur tout ce qui concerne la formation du mariage, joue encore un rôle prépondérant lorsqu'il s'agit d'en administrer la preuve. Sans doute la notoriété publique dans cette « miniature de pays » (Mgr. Blanc *op. cit.*, p. 4) où tout le monde se connaît est le plus souvent suffisante à cet égard ; mais si par hasard elle se trouvait en défaut, le registre du curé sur lequel sont mentionnés les mariages, baptêmes ou décès, suffirait pour empêcher toute contestation.

La notoriété publique joue d'ailleurs un rôle tel que l'on n'a jamais eu à appliquer de sanctions à l'occasion d'un mariage irrégulier ; car le prêtre connaît tous ses paroissiens et même tous les habitants de l'île et refuserait, dès lors, de consacrer une union non valable. Si,

par impossible, il célébrait un mariage de cet ordre, il n'est pas douteux du reste que le « Fono » pourrait l'annuler.

IV. *Effets du mariage.*

Le mariage wallisien, religieux quant à sa formation, produit de nombreux effets civils :

1^o *Dans les rapports entre époux*, il a pour conséquence, nous le savons, de faire entrer l'un d'eux dans la famille de l'autre ; ce qui lui donnera droit au vivre et au couvert dans cette famille et le soumettra à l'autorité d'un second « Matua ». Lorsque les conjoints doivent habiter chez le mari, le changement de résidence ne se produit d'ailleurs pas immédiatement. La coutume veut que, pendant la huitaine qui suit le mariage, les époux aillent s'installer chez les parents de la femme. Là, dans le coin d'une pièce, on leur réserve un appartement clos où les vieilles passent les nuits à écouter et à regarder.

Le mariage a également pour effet d'obliger les époux à la vie commune et de les soumettre au devoir de fidélité. La sanction de l'obligation de fidélité s'est beaucoup adoucie sous l'influence de l'Eglise. Le délit d'adultère puni aujourd'hui d'une simple amende et de la répudiation temporaire de l'épouse infidèle et enceinte, était autrefois, au temps du mariage polygamique, soumis à des sanctions extrêmement sévères. La femme convaincue d'infidélité conjugale avait le nez coupé ; et si c'était le mari qui avait eu des relations illicites, chacune des épouses légitimes pouvait arracher, avec les dents, le nez de sa rivale.

Signalons en passant que la femme, dès qu'elle est mariée, doit se couper les cheveux courts.

2^o *En ce qui concerne les enfants*, le mariage des parents

a pour eux cette conséquence importante qu'ils sont considérés comme légitimes et présumés avoir pour père le mari de la mère. Ce sont là deux prérogatives qui ne sont pas négligeables, nous le verrons !

3^o Unis quant à leur personne les époux wallisiens garderont leurs *biens personnels séparés*. Sans doute ils auront droit « au gîte et à la nourriture »¹ dans la famille où ils vivront, sans doute également ils jouiront en commun des produits de l'exploitation de la parcelle de biens familiaux qui peut leur être attribuée en usufruit, mais ce sera là leur seul patrimoine commun.

Le régime matrimonial des wallisiens est donc celui de la séparation de biens. Chaque époux, la femme aussi bien que le mari, a le droit de disposer sans avoir à demander avis à l'autre conjoint des biens personnels apportés en mariage ou acquis depuis. A ce sujet, il est même curieux de noter combien la situation de la femme s'est modifiée au cours des temps. « Jadis, écrit M. le Dr Viala², la femme était tenue dans un état profond d'infériorité et même d'avilissement vis-à-vis de l'homme dont elle n'était que l'esclave soumise et obéissante. Ce n'est qu'avec l'introduction du catholicisme que la femme a repris la place qui lui convenait. Aujourd'hui elle est considérée par l'homme comme son égale ». Les femmes ont donc aujourd'hui aux Wallis autant de droits que les hommes, mais pas plus ; et le mariage ne modifie pas leur capacité juridique.

V. *Dissolution et relâchement du lien matrimonial.*

La nouvelle conception du mariage fondée sur l'accord

1. « L'archipel des Wallis » dans *La Dépêche coloniale illustrée*, N^o 15, du 15 août 1904, p. 198.

2. Dr Viala, *op. cit.*, p. 242.

religieux des époux, apportée par les Missionnaires, impliquait par elle-même l'adoption de la doctrine de l'indissolubilité du lien conjugal défendue par Saint Augustin. De fait, le divorce devint impossible ; et, après avoir pratiqué d'une façon courante la répudiation de la femme qui avait cessé de plaire, le wallisien dut s'astreindre à la discipline de ne voir son mariage dissous que par la mort. A ce point de vue d'ailleurs, jamais on n'aurait pu supposer qu'il se pliât d'une façon aussi complète aux prescriptions de l'Eglise ; au point même de les dépasser. C'est ainsi qu'aujourd'hui, non seulement le divorce est inconnu aux Wallis, mais que la séparation de corps elle-même n'existe pas davantage. Tout au plus, dans le cas très spécial où la femme adultère est enceinte, pratique-t-on une séparation de fait. Le mari peut alors chasser son épouse ou même celle-ci le quitter de son propre gré, et se retirer dans sa famille pendant sa grossesse et ses couches. Mais cette pratique n'a aucun rapport avec la séparation de corps organisée par le Droit canon comme palliatif aux unions malheureuses. Elle a un but essentiellement égoïste de la part du mari puisque c'est uniquement pour éviter à celui-ci de nourrir sa femme adultère pendant ses couches qu'elle a lieu. D'ailleurs cette séparation n'est que temporaire et se termine avec l'accouchement. Si le mari ne voulait pas reprendre son épouse infidèle à ce moment-là, celle-ci pourrait se plaindre au « Fono » qui le punirait jusqu'à ce qu'il cède.

CHAPITRE III

La filiation

SECTION I

FILIATION LÉGITIME.

En droit wallisien, comme en droit français, avoir une filiation légitime, c'est être issu des relations sexuelles de deux époux.

I. Détermination de la filiation légitime.

L'archipel étant fort petit, il n'y a guère de contestation possible en ce qui concerne la filiation légitime maternelle. Pas de difficulté non plus pour la détermination de la filiation légitime paternelle ; la présomption « *pater is est...* », introduite sans doute par la Mission, joue en effet en la matière. Mais, à la différence du droit français, les règles du désaveu de paternité sont très souples. Il suffit au mari de se plaindre au « Fono » et de prouver par tous moyens que l'enfant n'est pas de lui pour obtenir satisfaction. Ordinairement d'ailleurs, il n'a même pas à faire cette démonstration, car la femme et l'amant poursuivis pour adultère reconnaissent spontanément les faits et le « Fono », après avoir prononcé contre eux une sanction pénale, déclare que l'enfant doit être considéré comme « bâtard ». Il est à peine

besoin de faire remarquer combien une telle solution est peu logique : l'enfant peut en effet n'être pas bâtard en dépit de l'adultère ; mais les Uvéens n'ont cure de semblables subtilités juridiques !

Aux Wallis, il n'existe pas de présomption sur la durée de la grossesse. Le « Fono » juge en fait et apprécie souverainement si l'enfant est né dans le mariage ou hors mariage. Cela a une certaine importance pour lui, du reste, car, au titre d'enfant légitime (ceci révèle encore l'influence chrétienne), sont attachées de nombreuses prérogatives dont il ne jouit pas d'une façon aussi complète s'il a été déclaré « bâtard ».

II. *Effets*

C'est ainsi notamment que la parenté légitime a pour effet, en dehors des droits de successibilité et des empêchements au mariage qu'elle crée, d'obliger la famille des père et mère et, plus particulièrement, celle dans laquelle ils résident, de nourrir les enfants issus de leur mariage et de subvenir à tous leurs besoins pendant leur jeune âge. C'est ainsi enfin que la parenté légitime fait acquérir à l'enfant un nom.

Un certain nombre de noms appartiennent à la famille. On peut indifféremment donner au nouveau-né un de ceux-ci. On procède de la manière suivante : A la naissance de l'enfant les vieilles se réunissent et lui attribuent le nom d'un de ses ancêtres paternel ou maternel. Mais, pour permettre de le distinguer de l'ancêtre en question, on fait suivre son nom de l'expression : « fils de ». C'est ainsi qu'on dira : Etualetto fils de Petilo, Malekalita fille de Suliano.

Depuis que la Mission s'est établie aux Wallis, il est

d'usage de donner à l'enfant, en plus de son nom patronymique, un prénom.

SECTION II

FILIATION NATURELLE SIMPLE.

1^o *Détermination de la filiation naturelle.* — Le délit de fornication étant sanctionné par la loi pénale, dès qu'une femme célibataire est grosse, elle est automatiquement poursuivie devant le « Fono Pulehaga » qui, en la punissant, déclarera que son enfant à naître est « bâtard ». Avec un tel système, naturellement, la reconnaissance de la filiation maternelle naturelle devient pour ainsi dire obligatoire.

Il en est d'ailleurs à peu près de même pour la filiation paternelle naturelle car le tribunal de district, en poursuivant la mère, cherchera à découvrir l'amant complice. Ce qui, pratiquement, dans ce petit pays où tout le monde se connaît, sera chose relativement facile. Comme pour la mère, le « Fono » sanctionnera le délit et proclamera le lien de filiation naturelle existant entre le délinquant et l'enfant à naître

Il convient d'ailleurs de noter que les parents se dérobent très rarement à leurs devoirs paternels. De leur propre mouvement ils subviennent aux besoins de l'enfant et le traitent comme leur fils. Cette reconnaissance spontanée, complétée par la reconnaissance forcée, a pour conséquence qu'aux Wallis, pratiquement, il n'y a pas d'enfants naturels non reconnus.

2^o *Effets.* — En dehors de la sanction pénale qui est édictée contre les parents naturels, du devoir moral qui existe pour eux, comme nous le verrons, de se marier

ensemble et de l'empêchement au mariage entre le « bâtard » et ses parents naturels à quelque degré que ce soit, la filiation naturelle entraîne les effets suivants : Le « bâtard » va vivre dans la famille de sa mère, prendra le nom d'un des ancêtres de celle-ci et aura, dans la succession maternelle, les mêmes droits successoraux que s'il était légitime ; mais uniquement en ce qui concerne les biens personnels. En cas de partage, il n'a aucun droit en effet aux biens familiaux.

De la part de son père, il ne pourra prétendre qu'à des aliments qui seront payés à la famille maternelle en compensation des frais nécessités par son entretien.

En terminant il convient de noter le sort peu enviable des enfants naturels dans la société wallisienne : Au terme « bâtard » s'attache en effet un sens méprisable et, en toute chose, ceux-ci sont tenus à l'écart, dédaignés par tout le monde.

SECTION III

FILIATION ADULTÉRINE.

1^o *Principaux cas de filiation adultérine.* — Il peut y avoir filiation adultérine dans les trois hypothèses suivantes : 1^o le père et la mère étaient mariés chacun de leur côté et il y a eu désaveu de l'enfant issu de leurs relations par le mari de la mère ; 2^o le père était marié, la mère célibataire ; 3^o la mère était mariée, le père célibataire, mais il y a eu désaveu par le mari de la mère.

2^o *Effets de la filiation adultérine.* — La filiation adultérine, légalement établie dans ces trois cas, entraîne, en ce qui concerne l'enfant, des conséquences absolu-

ment analogues à celles de la filiation naturelle simple si ce n'est que l'enfant ne pourra pas être légitimé par le mariage des parents ; à supposer que ce mariage soit devenu possible par la mort de l'époux trompé.

SECTION IV

FILIATION INCESTUEUSE.

Chose remarquable, dans ce pays où les mœurs sont parfois si dissolues, les relations sexuelles entre parents, sévèrement prohibées par la coutume, sont extrêmement rares en pratique ; de sorte qu'il est difficile de trouver un cas de filiation incestueuse. D'ailleurs, si ce cas se présentait, il entraînerait contre les parents de sérieuses sanctions pénales et, en ce qui concerne les enfants, les mêmes conséquences que si ceux-ci étaient « bâtards » ordinaires ; à cette différence près que ces enfants ne pourraient être légitimés par le mariage de leurs parents puisqu'une telle union est impossible.

SECTION V

LA LÉGITIMATION.

La légitimation par mariage subséquent des parents, institution autrefois inconnue dans l'archipel, est devenue aujourd'hui, sous l'influence de l'Eglise, la solution normale des relations hors mariage suivies d'effet. Dès qu'une fille est grosse des œuvres d'un célibataire, elle doit se marier avec son amant. L'emprise de la Mission est telle que les indigènes se soumettent d'ailleurs très docilement à cet usage ; et nous savons que c'est là un

des seuls cas pratiques où un mariage puisse être célébré au cours de l'année, en dehors de l'Épiphanie.

Naturellement les enfants ainsi légitimés sont, en ce qui concerne les effets attachés à leur filiation, entièrement assimilés aux enfants légitimes.

SECTION VII

L'ADOPTION.

Avant de clore ce chapitre sur la filiation, signalons une pratique assez usitée aux Wallis, pratique qui s'apparente à l'adoption, mais ne crée, entre l'adoptant et l'adopté, aucun des liens qui caractérisent la filiation adoptive de notre Droit par exemple. Il est d'usage, à Uvéa, que la famille du père ou de la mère, selon le cas, ou même des amis très intimes, demandent au chef de la famille dans laquelle se trouve l'enfant, la permission d'élever celui-ci ou plus simplement de le garder pendant un certain temps : un an, six mois, etc... Cette démarche constitue une marque d'amitié vis-à-vis de la mère de l'enfant et le « Matua » peut difficilement refuser d'accéder à la demande qui lui est faite. Mais « l'adopté » conserve dans sa famille naturelle le même état et les mêmes droits qu'auparavant, et cette adoption temporaire n'entraîne, en somme, aucun effet juridique.

CHAPITRE IV

Les incapables

§ I. *Les mineurs.*

Fait très curieux, que l'on ne rencontre sans doute dans aucune autre législation, sauf en matière de mariage où l'Eglise a introduit des empêchements pour les impubères des deux sexes, le Droit wallisien ne connaît pas d'incapacité juridique en raison de l'âge.

Les enfants vivent sous l'autorité du « Matua » dans la famille de leurs parents, et, à cette restriction près, ils sont pleinement capables ; aussi capables que leurs père et mère. Comme les adultes ils peuvent s'obliger à raison de leurs contrats ou de leurs délits et agir en justice.

En réalité donc les enfants jouissent d'une liberté complète en ce qui concerne l'exercice de leurs droits civils. Ils sont très indépendants également quant à leur personne : S'ils ne se plaisent pas dans la famille de leurs père et mère, ils iront habiter chez un parent dans la famille voisine où ils seront sûrs de trouver bon accueil et bon gîte. Cet esprit d'indépendance caractérise bien le Polynésien. Il n'est pas un produit d'importation. L'un des premiers missionnaires envoyés aux Wallis constate déjà qu'aussitôt que les enfants « peuvent courir, ils sont censés se suffire ; on ne s'inquiète plus d'eux... A très peu de chose près, c'est comme parmi les

animaux ». (P. Calinon cité par Mgr. Blanc, *op. cit.*, p. 43).

Il faut signaler toutefois que la mission catholique est entrain de réformer ces mœurs. Depuis fort longtemps elle exerce en effet une tutelle de fait sur tous les enfants qu'elle prend sous son autorité et son contrôle de six à dix-huit ans, et assume leur éducation et leur instruction avant tout religieuses.

§ II. *Les aliénés.*

Le rédacteur anonyme de l'intéressante étude sur l'archipel des Wallis publiée par la *Dépêche coloniale illustrée* du 15 août 1904 constate, que « grâce à ses mœurs d'un autre âge, le pays présente cette particularité rare de n'avoir ni mendiants, ni aliénés » (*Dépêche coloniale illustrée, op. cit.*, p. 198). Il y a là une exagération. Sans doute les Uvéens ne consommant pas d'alcool, ce pourvoyeur si puissant de la folie, les cas de déficience mentale sont rares. Il s'en trouve cependant. Mais étant donné « cette vieille coutume de ne jamais contester à l'étranger le droit de s'asseoir à leur foyer et d'y prétendre au même titre que les membres de la famille au gîte et à la nourriture » (*La Dépêche coloniale illustrée, op. cit.*, p. 198), aucune réglementation ne s'est occupée des aliénés ; et ceux-ci sont laissés en liberté sans soins, contrôle ni protection, à la merci de l'hospitalité des particuliers.

TITRE III

LES CHOSES

Cette « indolence absolue », ce « penchant marqué à la paresse » (D^r Viala, *op. cit.*, p. 238) qui caractérisent le Wallisien, devaient fatalement le rendre incapable de chercher à accroître son bien-être et le laisser végéter dans la parfaite insouciance du lendemain. De fait, « il vit heureux et sans souci, demeurant volontiers étendu sur sa natte, indifférent à tout » (D^r Viala, *op. cit.*, p. 239), dédaignant ces contingences extérieures, ces biens terrestres, après lesquels les hommes civilisés aspirent.

D'autre part, la pratique du moindre effort interdisait à son intelligence de chercher à s'affiner par des analyses juridiques trop subtiles. Voilà pourquoi le Droit régissant le statut des biens et le commerce juridique qu'ils entraînent, est resté à l'état si primitif, presque embryonnaire.

SECTION I

LES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE BIENS.

Sans doute les Uvéens entrevoient confusément qu'il existe des choses qui ne peuvent pas faire l'objet d'une

appropriation particulière, comme la mer, et d'autres, au contraire, qui le peuvent ; que, parmi ces dernières, certaines sont susceptibles de se remplacer les unes les autres dans les transactions économiques, alors que d'autres doivent, à cet égard, être envisagées individuellement ; et qu'enfin, parmi les liens qui peuvent être l'objet d'une propriété privée, il existe des choses corporelles et des choses incorporelles ou droits. Mais, ce que leur intelligence distingue le plus nettement, c'est qu'à côté de la propriété familiale venue de leurs ancêtres et qui se transmettra à leurs descendants, il existe des biens personnels, produit de leur activité, dont ils peuvent librement disposer ; car cette classification est aux Wallis basée sur la différence de nature « la plus saillante » entre les biens.

§ I. *Les biens familiaux.*

Ils comprennent toutes les choses ayant une certaine importance dans la composition des patrimoines.

Parmi les biens familiaux on peut classer, principalement, les fonds de terre et, subsidiairement, les cases et les meubles de valeur tels que les pirogues. A l'exception des propriétés foncières acquises par les étrangers conformément au traité de protectorat de 1842 (c'est-à-dire avec l'autorisation du roi), du terrain de 20 ha mis par le traité de 1886 à la disposition de la résidence de France, de celui sur lequel est bâti le palais royal de Matautu et du domaine de la couronne, tous les fonds de terre sont biens familiaux.

Les biens familiaux sont inaliénables et incessibles. Tous les membres de la famille indistinctement peuvent en jouir, sous le contrôle du « Matua », qui en a l'adminis-

tration et doit les transmettre à la génération qui suit. Le « Matua » peut d'ailleurs les louer, les prêter ; mais ces actes privant les membres de la famille de la jouissance immédiate desdits biens, ne peuvent s'effectuer qu'avec leur consentement.

§ II. *Les biens personnels.*

Ils comprennent les biens de peu de valeur et d'un usage tout personnel qui n'entrent pas dans la catégorie des biens familiaux, tels que : pagnes, outils, armes, « tapa » etc..., et qui appartiennent aux différents membres de la famille à titre particulier.

A la différence des biens familiaux, les biens personnels sont aliénables et cessibles — c'est sans doute pour cette raison qu'on range l'argent dans leur catégorie. Le propriétaire de ces biens peut en jouir et en disposer librement, soit en les vendant, soit en les donnant. Il n'a aucun compte à rendre à quiconque en ce qui concerne leur gestion ou leur disposition.

SECTION II

LE PATRIMOINE.

Il était normal que la conception toute moderne du patrimoine qui ne fut qu'entrevue par les Romains, à l'esprit pourtant si spéculatif, n'ait pas même effleuré le cerveau paresseux de l'Uvéen. Pour ce peuple, à l'origine tout au moins, les droits de créances sont radicalement intransmissibles. Cependant, timidement, sous l'influence des idées chrétiennes sans doute, le Wallisien s'est habitué à l'idée qu'il n'était pas moral qu'à la mort d'un individu ses droits seuls pussent se

transmettre à ses héritiers ; qu'il fallait qu'il en fut de même pour ses obligations, tout au moins pour certaines. Dès lors, inconsciemment, la notion de patrimoine naissait dans sa pensée. C'est de ce patrimoine que nous allons étudier les modes de transfert. Nous verrons successivement quels sont les droits réels connus aux Wallis et comment ils se transmettent, quels sont les droits de créance et leur mode de transmission, et, enfin, comment le patrimoine tout entier va à ses héritiers à la mort d'un individu.

CHAPITRE PREMIER

Les droits réels

Le peuple wallisien, chez qui les relations juridiques sont réduites à leur plus simple expression, ignore les droits réels accessoires. Quant aux droits réels principaux, il n'en connaît que deux : la propriété et l'usufruit.

SECTION I

LA PROPRIÉTÉ.

§ I. *Ses caractères.*

Sur les biens personnels, à n'en pas douter, existe une propriété individuelle à la romaine, avec ses trois caractéristiques essentielles : droit exclusif, absolu, perpétuel.

Mais la possession incommutable qui appartient au groupe familial sur les liens dits familiaux est-elle un droit de propriété ? Il ne peut s'agir évidemment du droit de propriété individuelle que nous venons de voir ; car le droit qui est reconnu à la famille n'est pas à proprement parler exclusif puisqu'il appartient au groupe tout entier.

Ce n'est pas non plus ce droit, qualifié par certains auteurs de propriété collective, que l'on trouve à l'ori-

gine de la plupart des sociétés antiques ; car dans ces associations, à la différence de la société wallisienne, les familles auxquelles on attribuait un lot de terre avaient sur ces parcelles un droit de jouissance, exclusif sans doute, en ce sens qu'il appartenait seulement à un groupe déterminé, mais, temporaire, pour une durée limitée.

Le droit de la famille wallisienne sur les biens familiaux est une forme de propriété intermédiaire entre le collectivisme de la tribu et la propriété individuelle. Nous l'appellerons *propriété familiale*.

La propriété familiale confère au groupe de la famille un droit perpétuel, exclusif et absolu, sur le sol qu'il exploite, sur la case où il habite. Perpétuel, le droit de propriété familiale l'est certainement, cela ne souffre aucune difficulté. Exclusif et absolu également, car personne ne peut apporter de restriction au libre exercice que le groupe qui vit sous l'autorité du « Matua » peut faire du lien familial ; et nous savons que ce droit est assez étendu car, s'il ne confère le *jus ubutendi* que dans un cas exceptionnel, il procure par contre au groupe, le *jus utendi* et le *jus fruendi* d'une manière absolue.

§ II. Acquisition de la propriété.

I. Modes d'acquérir originaires.

1^o *L'occupation*. — A l'origine, l'occupation paraît avoir eu aux Wallis un champ d'application assez vaste.

D'une part, en effet, la tradition est en ce sens que, (de même que cela s'est produit dans la plupart des cités grecques de l'antiquité) des lots de terre auraient été attribués aux familles uvéennes à la fondation de la colonie ; ces lots de terrain étaient tout naturellement

ceux qu'elles occupaient déjà, de sorte qu'en ce qui les concerne, on peut dire qu'il y avait bien eu occupation.

D'autre part, les guerres privées, si fréquentes autrefois, étaient l'occasion, sinon le but, de nombreuses prises de butin. Or, ce butin paraît bien avoir été considéré comme *res nullius*, donc propriété de celui qui s'en emparaît.

Les terres ayant été attribuées une fois pour toutes, les guerres privées étant devenues moins fréquentes sous l'influence de l'Eglise, le domaine de l'occupation se trouva bientôt considérablement restreint ; et, aujourd'hui, on peut dire que son application est limitée aux îles qui se forment au milieu de la mer, aux coquillages trouvés sur le rivage, au gibier et au poisson capturés.

Encore convient-il de faire une réserve pour une variété de poisson : le « ika-ake » et pour la tortue de mer. Le pêcheur de « ika-ake » et de tortue de mer ne devient pas, en effet, immédiatement propriétaire de la totalité de sa prise. La moitié du produit de la pêche du « ika-ake » revient au roi et aux ministres qui doivent en rétrocéder une partie à la population. Il en est de même pour la pêche de la tortue ; avec cette différence qu'on ne doit au roi que la première tortue capturée. Dans ces deux cas il y a acquisition « lege » et non occupation car, le pêcheur ne devient propriétaire de sa part qu'en vertu du partage effectué par le ministre ou le pule chargé par le roi de procéder à cette opération.

Signalons en passant que l'individu qui contreviendrait à cette coutume et garderait purement et simplement sa pêche sans la soumettre tout d'abord à l'Etat serait puni d'une sévère amende.

2° *L'accession*. — Les seuls exemples d'accession, en Droit wallisien, se rencontrent en matière d'acquisition

des fruits au profit de l'usufruitier et du possesseur de bonne foi. Son champ d'application est donc particulièrement restreint.

II. *Modes dérivés volontaires d'acquérir la propriété.*

Alors que, dans le Droit français, le transfert de la propriété se fait par le seul effet de la convention, en Droit wallisien, il semble que le contrat soit insuffisant pour rendre l'acquéreur propriétaire. Pour que le transfert soit parfait, il faut, en outre, un acte juridique spécial : la tradition matérielle de la chose.

Seuls les biens personnels peuvent, nous le savons, être aliénés et, comme ce sont des meubles, l'investiture matérielle s'effectue alors intégralement.

III. *Modes dérivés non-volontaires d'acquérir la propriété.*

Chose curieuse, la prescription est inconnue aux Wallis. Les biens familiaux étant en effet inaliénables, les échanges commerciaux très restreints, la nécessité ne s'est sans doute point fait sentir d'organiser une institution de cette nature. Quoi qu'il en soit, si la prescription est inconnue en Droit wallisien, d'autres modes dérivés non volontaires jouent, par contre, dans l'archipel un rôle considérable ; ce sont, notamment : le partage, le bornage et la loi.

1° *Le partage des biens familiaux.* — Les dissensions entre membres de la famille, quoique rares, se produisent cependant en pratique. Aussi, lorsque l'autorité du « Matua » n'est pas suffisante pour rétablir l'ordre ou amener un accord, il faut procéder au partage des biens familiaux.

Deux autorités sont chargées d'effectuer ce partage : « Le Futuatamaï » et le « Matua ».

Le « Futuatamaï », ministre de la terre, n'a compétence qu'en ce qui concerne la propriété foncière. Les choses se passent pratiquement de la façon suivante : Les membres de la famille désirant le partage présentent leur « kole » au « pule » de leur district, après avoir offert à celui-ci la traditionnelle racine de « kava ». Le chef de district transmet la demande au Conseil des ministres qui délègue le chef de la terre pour procéder aux opérations du partage. Le « Futuatamaï » se transportera sur les lieux et, après avoir étudié le terrain, suivra un trajet déterminé. Ce trajet constituera la limite séparative des lots de terrains dont il attribuera la propriété à chacun des intéressés. Le plus souvent l'attribution ainsi faite est définitive et on ne retourne pas devant le Conseil des ministres.

Le partage des biens familiaux autres que le sol est réservé au chef de famille.

A la différence du Droit français, le partage a un effet translatif. Chaque copartageant est censé avoir reçu son lot par le partage même et la translation est effectuée par le « Futuatamaï » ou le « Matua ». Sur chacun des lots ainsi attribués, va s'ouvrir une nouvelle famille qui aura son « Matua » particulier. Les biens partagés ne deviennent pas la propriété individuelle des copartageants, ils demeureront biens familiaux, donc inaliénables.

2° *Le bornage*. — Il peut se faire que les limites de séparation de deux fonds contigus ne soient plus reconnaissables, que l'un des « Matua » intéressés prétende les faire rectifier, qu'en un mot il y ait une contestation de propriété foncière entre voisins limitrophes ; l'action est alors portée devant la juridiction du Conseil des ministres qui, le plus souvent, délègue le « Futua-

tamaï » pour trancher le différend, et celui-ci, en traçant une nouvelle ligne séparant les fonds, transfère à l'un d'eux une parcelle de l'autre.

3^o *La loi*. — Ce mode de transfert dans lequel les jurisconsultes depuis Ulpien rangent tous les cas d'acquisition de la propriété qui ne peuvent être rattachés à aucun des cas précédents comprend notamment, en Droit wallisien : l'acquisition, au profit du pêcheur de « ika-ake » ou de tortues de mer, de la part que le ministre ou le « pule » chargés du partage lui attribuent en vertu de la coutume.

SECTION II

L'USUFRUIT.

L'usufruit wallisien offre de nombreuses ressemblances avec celui du Droit français ; mais à la différence du nôtre, c'est toujours un droit réel car il ne peut avoir pour objet que des choses corporelles. Les biens familiaux comme les biens personnels sont susceptibles d'un droit d'usufruit. Il est même d'une pratique assez courante que le chef de famille attribue en usufruit aux jeunes époux, au moment du mariage, une parcelle des biens familiaux pour que ceux-ci en jouissent pendant un temps déterminé ou même leur vie durant.

Mais, dira-t-on, cette jouissance temporaire et exclusive des biens familiaux n'est autre que la propriété familiale, puisque cette dernière, comme l'usufruit, ne comporte pas le *jus abutendi* ! Sans doute, les deux institutions sont très voisines. Elles diffèrent cependant du fait que l'usufruitier doit se comporter en bon administrateur et rendre le bien à l'expiration de sa jouissance,

alors que le groupe familial n'est pas tenu à de telles obligations et peut laisser, par sa négligence, périliter la chose sans avoir de compte à rendre à quiconque.

A noter qu'aux Wallis l'usufruit ne peut être établi que par la volonté de l'homme. Lorsqu'il s'agira de constituer un droit de cet ordre sur un bien familial, le consentement des membres de la famille sera nécessaire au « Matua » pour que l'acte soit valable. Ce droit s'établira au contraire librement lorsqu'il aura pour objet un bien personnel.

SECTION III

LES SERVITUDES.

Le Droit wallisien ignore les servitudes. Il ne connaît que les actes de simple tolérance. Le plus fréquent de ceux-ci se rencontre en matière de passage : le chef de famille laisse circuler les voisins sur la propriété familiale, mais c'est là une simple tolérance de sa part ; il pourra, à son gré, interdire le passage en question sans réclamation possible des intéressés.

CHAPITRE II

La possession

La possession présente aux Wallis les mêmes caractéristiques qu'en Droit français en ce sens que tous les droits réels et seuls les droits réels en sont susceptibles, que le possesseur peut être ou non titulaire du droit qu'il exerce et qu'enfin, on peut posséder un droit par l'intermédiaire d'un tiers. Toutefois, en Droit wallisien, la possession est loin de produire des effets juridiques aussi nombreux que dans le nôtre. Sans doute, elle joue un rôle important en ce qui concerne la sanction du droit de propriété, où l'on voit celui qui revendique la chose possédée obligé de prouver son droit, alors que le défendeur n'a qu'à attendre ; mais elle ne permet ni d'usucaper, ni d'exercer les actions possessoires. Lorsqu'elle est de bonne foi, elle donne droit aux fruits.

CHAPITRE III

Les obligations

« L'obligation, déclare M. Gaston May¹, ne commence à faire son apparition qu'à partir du moment où l'homme n'est plus absorbé dans l'unité puissante du groupe familial, quand livré à ses propres ressources, il ne peut plus se passer des services des autres, lorsqu'en un mot les raffinements d'une civilisation plus compliquée lui ont créé, avec des besoins nouveaux, plus de difficultés à les satisfaire ». Le Wallisien n'est pas encore complètement sorti du cercle étroit de la famille ; ses besoins, d'autre part, sont nous le savons, infimes. Dans ces conditions, il était normal que le droit des obligations se soit très peu développé aux Wallis. De fait, c'est la branche du Droit qui est restée le plus en retard.

SECTION I

LES SOURCES DES OBLIGATIONS.

On peut classer les faits générateurs d'obligations en trois catégories : les contrats, les délits et la loi.

§ I. *Les contrats.*

En Droit wallisien, le contrat se forme par le seul

1. G. May, *Eléments de droit romain*, Sirey, 1932, p. 279.

accord des volontés des parties, sans qu'il soit besoin d'aucune formalité substantielle ; et la convention ainsi établie est obligatoire.

Chose remarquable, ce principe que le simple accord suffit pour lier les parties, que la promesse pure et simple a force obligatoire, n'est point un produit d'importation de l'Eglise. Il était connu des Uvéens bien avant leur apostasie et il est même permis de dire qu'ils l'ont toujours pratiqué.

I. Conditions de formation et de validité du contrat.

Les seules conditions que le Droit wallisien semble exiger pour la validité et l'existence d'une convention sont : le consentement et l'objet. La notion de cause est restée complètement étrangère à l'esprit simpliste des Uvéens. Quant à la capacité, nous avons vu en étudiant les personnes que, d'une manière générale, tout individu peut librement passer des actes juridiques.

a) Le consentement.

1^o *Comment il se réalise.* — L'écriture étant pour ainsi dire inconnue des Wallisiens, l'accord des volontés se manifeste toujours verbalement. Le plus souvent il se fait sans forme, par échange pur et simple de paroles ; mais il arrive fréquemment aussi, qu'il soit entouré d'une certaine solennité. C'est ce qui se produit lorsqu'il y a offre de « kava ».

Nous avons vu la place importante qu'occupe le « kava » dans la vie publique et même privée de l'indigène. En matière d'obligations, il joue un rôle également considérable : En principe, toute demande formulée une racine de kava à la main ne peut être refusée ; ce serait une injure que de la repousser. Aussi, presque tous les

contrats désintéressés ou à titre gratuit sont précédés de l'offre de « kava ». Lorsque l'indigène désire emprunter un objet, obtenir une libéralité, il a soin de présenter à celui à qui il fait son « kole » une racine de ce précieux arbuste, et cette racine magique lui permettra d'obtenir satisfaction.

2° *Vices du consentement.* — En principe, les motifs qui ont poussé les parties à contracter demeurent sans effet sur la validité de la convention. Cependant, des raisons d'équité, d'humanité, jointes à des considérations d'intérêt (n'oublions pas que l'amende infligée est perçue par le juge !) ont amené, assez tôt sans doute, les tribunaux à admettre la requête de la personne qui se plaignait de dol ou de violence, lorsque ce dol ou cette violence offraient un certain caractère de gravité.

Dès lors, que font les magistrats en présence d'un contrat infecté d'un de ces vices de la volonté ? Ils commencent par punir, puis annulent la convention et ordonnent la restitution de l'objet, si la tradition en a été faite.

b) *L'objet.*

La prestation à laquelle s'engage le débiteur, pour être valable, doit remplir certaines conditions. Elle doit d'abord, ce qui va de soi, être le fait du débiteur (ce qui exclut les promesses pour autrui) ; elle doit en outre, présenter un intérêt pour le créancier (ce qui exclut les stipulations pour autrui) ; elle doit enfin, être possible, physiquement et juridiquement. C'est ainsi qu'on ne saurait s'engager à livrer un bien familial car ces biens sont inaliénables. Si, malgré cette prohibition, une chose faisant partie du patrimoine familial avait été vendue

ou donnée, le « Matua » (ou même un membre quelconque de la famille) aurait le droit de s'adresser au « Fono pulehaga » pour en obtenir la restitution ; et le tribunal, après avoir puni l'aliénateur, ne manquerait pas de prononcer l'annulation du contrat.

II. *Effets des contrats.*

L'examen que nous venons de faire de l'objet des contrats, nous a permis de constater que les conventions n'ont aucun effet à l'égard d'autrui. Entre les parties, par contre, elles ont un effet extrêmement énergique. Reprenant les termes de l'art. 1134 de notre Code civil, on peut dire qu'« elles tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ». Chaque contractant est lié par son engagement, qu'il doit exécuter intégralement, conformément à la bonne foi ; sous peine d'y être contraint par la force publique. Si l'exécution directe devenait impossible, le contrat ne saurait d'ailleurs, nous le verrons bientôt, recevoir d'exécution par équivalent ; car les Wallisiens ignorent la pratique des dommages-intérêts.

C'est sans doute cette ignorance qui explique que les obligations s'éteignent avec le contractant, si elles ne sont pas susceptibles d'une exécution directe, en nature. Que le porc que je me suis engagé à livrer soit tué et mangé au moment de mon décès, et mes héritiers ne devront plus rien. La dette est éteinte. Si, au contraire, l'objet de l'obligation existe encore à mon décès, si la pirogue que j'ai louée n'est pas détruite, si la hache que j'ai vendue n'a pas disparu, mes ayants cause devront exécuter l'obligation.

III. *Des principaux contrats usuels.*

Le commerce juridique étant aux Wallis très peu

développé, le nombre des contrats usités est forcément très réduit également. Parmi ceux-ci, on ne peut guère citer que l'échange, la vente, le louage, le pari et la plupart des contrats désintéressés ou à titre gratuit de notre Droit.

A) La vente

1^o *Caractères de la vente.* — La vente ne transfère pas la propriété comme dans notre Droit. Elle crée seulement une obligation de *dare*. La transmission de la propriété s'effectue postérieurement, par la tradition de la chose.

La vente ne peut avoir pour objet, comme nous le savons, que des biens personnels.

Le plus souvent d'ailleurs, c'est le troc qui se pratique en fait plutôt que la vente, car l'argent est rare aux Wallis. Depuis 1932, le prix est payé en francs français. Cette monnaie a remplacé la livre anglaise qui, elle-même, avait chassé la monnaie de coquillages.

2^o *Obligations du vendeur et de l'acheteur.* — Acheteur et vendeur sont tenus, à peu de chose près, aux mêmes obligations qu'en Droit français. Comme dans notre Droit, le vendeur doit, notamment, livrer la chose vendue et garantir l'acheteur contre l'éviction ou contre les défauts cachés. L'obligation de garantie produit d'ailleurs des effets originaux qui méritent d'être cités : Le cas le plus fréquent de garantie contre l'éviction se rencontre en matière de vente d'objet volé. L'individu qui a acheté une chose dont il ignorait l'origine frauduleuse devra la rendre à son véritable propriétaire, puis il pourra traduire son vendeur devant le « Fono » qui infligera une peine à ce dernier, mais ne lui fera pas restituer le prix indûment perçu.

Lorsqu'il y a vice caché, l'acheteur peut également poursuivre son vendeur qui sera puni par le « Fono », mais ne sera pas condamné à indemniser l'acheteur.

B) Le louage

a) *Le louage de choses.*

Pratiquement le louage de choses n'existe que pour les biens familiaux ou, plus exactement, pour la propriété foncière. Nous savons du reste que l'amodiation dépasse les pouvoirs du « Mutua » qui, pour ce faire, doit consulter les membres de la famille copropriétaires.

Lorsqu'il s'agit de biens personnels, le louage de choses, est en fait, remplacé par le prêt gratuit faisant suite au « kole ».

b) *Le louage d'ouvrage.*

Le louage d'ouvrage est, par contre, couramment pratiqué. C'est ainsi que pour faire construire une case, une pirogue, on s'adressera au charpentier professionnel qui dirigera les travaux. Ces travaux seront effectués par les membres de la famille ou des amis. Le paiement de l'entrepreneur se fera en nourriture. En son honneur on organisera des festins où le porc, cet aliment de luxe des Uvéens, sera la « victime désignée » (Dr Viala, *op. cit.*, p. 254).

c) *Le louage de services.*

Le louage de services n'a pas aux Wallis un bien grand développement. La raison en est que la dépendance relative des membres de la famille assure au « Matua » une main-d'œuvre suffisante pour l'exploitation de la propriété familiale. Mais la raison principale doit être cherchée dans le genre de vie et le caractère de l'indigène.

« S'il manque aujourd'hui de quoi manger, il sait en effet, déclare M. le Dr Viala, qu'il n'a qu'à aller s'asseoir dans la case voisine pour être nourri et fêté à charge de revanche ; s'il meurt, il est assuré qu'il ne manquera ni de parents ni d'amis pour recueillir ses enfants. Quant à se mettre au service d'un autre, c'est pour lui un fait exceptionnel qui ne peut avoir qu'une durée tout à fait éphémère... Sa fierté native et son caractère indépendant lui interdisent d'être domestique, serviteur, homme de peine » (Dr Viala, *op. cit.*, p. 280). D'ailleurs, s'il condescend à louer ses services, le salaire qu'il demande fait sentir la grandeur d'un tel sacrifice : ses prétentions dépassaient déjà en effet, en 1909, cinq francs par jour de travail !

C) Les contrats aléatoires

Les Wallisiens, comme la plupart des indigènes des colonies, pratiquent, d'une façon habituelle, le pari. Les paris se forment à l'occasion de courses de pirogues ou de chevaux, ou encore de matchs de cricket entre deux villages. L'enjeu consiste ordinairement en cochons, génisses etc...

D) Les contrats désintéressés et à titre gratuit

Les Uvéens connaissent la plupart des contrats désintéressés de notre droit : prêt à usage, prêt d'argent sans stipulation d'intérêts, dépôt, mandat non salarié. Ils pratiquent également les donation en toute propriété de biens personnels et en usufruit de biens familiaux.

A l'exception du mandat et de la donation en usufruit qui se concluent ordinairement, comme les autres conventions, par le seul accord des volontés sans aucun for-

malisme, les contrats désintéressés ou à titre gratuit se forment le plus souvent avec une certaine solennité, à la suite du « kole » qui est lui-même précédé de l'offre du « kava ».

Ces contrats ont à peu près les mêmes caractères et produisent des effets analogues à ceux du Droit français.

§ II. *Les délits.*

En étudiant l'organisation judiciaire, nous avons vu qu'il existe en Droit wallisien une similitude complète entre les délits privés et les délits publics : Les uns et les autres sont jugés par les mêmes magistrats et suivant la même procédure ; tous deux aboutissent à l'application d'une peine.

1^o *Evolution de la sanction des délits privés.* — L'histoire des Wallis prouve qu'à une date qui n'est pas tellement éloignée, les délits étaient l'occasion de guerres privées incessantes : qu'une personne soit lésée par un délit et immédiatement sa famille (ou même son village) cherchait à venger son honneur en entrant en guerre contre le groupe de l'auteur du dommage. L'Etat Wallisien, même lorsqu'il fut organisé fortement, ne put arrêter de sitôt cette pratique. Il fallut que l'Eglise usât de toute son influence pour y mettre fin ; elle y réussit complètement d'ailleurs et, aujourd'hui, on peut dire qu'aux « Fonos » appartient l'exclusivité de la compétence en matière répressive, quelle que soit la gravité du délit.

2^o *Eléments constitutifs de la responsabilité délictuelle.*
— Pour qu'un individu puisse agir, devant le « Fono », avec quelque chance de succès en réparation d'un délit,

il faut qu'il démontre qu'il a subi un dommage et que ce dommage a pour cause la faute du tiers qu'il accuse. Mais il n'existe pas aux Wallis de formule aussi générale que notre art. 1382 du Code civil pour assurer réparation des actes dommageables résultant de la faute d'autrui. Sans doute la plupart des délits sont prévus par les lois édictées par le roi, mais il est cependant possible d'imaginer des actes causant préjudice aux tiers, et qui ne soient pas réprimés. Que fera donc le « Fono » chargé de juger un cas de cette espèce ? Il essaiera de rattacher le fait en question à une infraction prévu par la loi pénale et, s'il n'y parvient pas, il appliquera une peine arbitraire. Dès lors, on peut dire que, pratiquement, toutes les fois qu'un dommage est causé à quelqu'un par la faute d'un tiers, cette faute trouvera une sanction devant le « Fono ». Avec une telle jurisprudence, on aboutit à un système de répression du dommage très proche de celui de notre art. 1382.

3° *Réparation du dommage causé.* — En présence d'un délit dûment établi, le « Fono » commence donc par punir le coupable, ensuite (mais ensuite seulement !), il oblige ce dernier à réparer le dommage par remise en état. C'est ainsi que si X a détruit la barrière de Y, il sera contraint par le « Fono » de la lui réparer ; que, si Z a volé un régime de bananes à V, le tribunal pourra lui ordonner de rendre ledit régime ou d'en fournir un autre si le premier n'existe plus.

Mais si l'*in integrum restitutio* est impossible pour une cause quelconque, le dommage restera sans réparation ; car les Wallisiens ne comprennent pas le système des dommages-intérêts. Une fois cependant, à la suite d'une intervention personnelle du résident de France (M. le

docteur Renaud), le « Fono » condamna une personne à indemniser la victime d'un délit dont elle était l'auteur en lui versant une somme d'argent ; mais ce jugement est resté isolé.

Pour lors, si la réparation du dommage par remise en état est devenue impossible, l'intérêt qu'a la victime de poursuivre l'auteur responsable est bien mince ; tout au plus aura-t-elle la satisfaction, dernier vestige de la vengeance privée, de le faire punir. C'est suffisant sans doute en pratique, mais contraire à l'équité.

4^o *De la présomption de responsabilité.* — Le Droit wallisien ne connaît pas de responsabilité du fait d'autrui ni du fait des choses inanimées. Les enfants, quelque soit leur âge, sont personnellement responsables, à l'exclusion des parents ou du « Matua », des actes dommageables qu'ils commettent. Toutefois, en fait, les parents prennent souvent à leur charge le paiement de l'amende et la réparation du délit.

Cette pratique permet de supposer qu'à l'origine, lorsque la puissance du « Matua » sur les membres de sa famille était encore réelle, lorsque ceux-ci ne jouissaient pas d'une indépendance aussi complète qu'aujourd'hui, le chef de famille devait faire à la victime « abandon noxal » c'est-à-dire lui délaisser à titre de satisfaction l'auteur du délit ; mais qu'il pouvait éviter cela en payant la rançon.

Par contre, il existe une responsabilité du fait des animaux. Ma génisse s'échappe-t-elle et dévaste-t-elle la propriété d'autrui ? Je serai puni pour ce fait et contraint de réparer le dommage causé par remise en état. De même, j'ai un cheval méchant qui, malgré l'étroite surveillance que j'exerce sur lui, donne un coup de pied et blesse une

personne. Je serai puni pour ce fait (je n'ai pourtant commis aucune faute !), mais ne serai pas inquiété pour le dommage causé à la victime car il n'y a pas de réparation par remise en état possible.

§ III. *Les obligations naissant de la loi.*

Il existe en Droit wallisien, comme en Droit français, des obligations qui ne tirent leur origine d'aucune des trois sources que nous venons d'indiquer. Comme elles résultent de certaines situations de droit, on peut dire qu'elles naissent de la loi.

Telle est l'obligation alimentaire entre membres de la famille, celle qui existe entre père naturel et « bâtard », l'obligation de sortir de l'indivision par le partage du bien familial¹, l'obligation pour celui qui s'est enrichi injustement de répéter dans certains cas le montant de son enrichissement.

A la vérité, le Droit uvéen ne connaît pas de théorie sanctionnant d'une manière générale l'enrichissement sans cause. On pourrait même dire qu'en fait, le principe contraire est pratiqué : une personne s'est-elle enrichie injustement aux dépens d'autrui ? Tant mieux pour elle et tant pis pour autrui. Cependant, il n'était pas possible de pousser jusqu'au bout l'application de cette règle vraiment trop amoral. Dans certains cas, les tribunaux ont dû, au nom de l'équité, sanctionner l'enrichissement injuste. C'est ainsi qu'en matière de vol ils ont obligé l'auteur à répéter à la victime la chose volée ; qu'en cas d'enrichissement provenant d'une cause injuste (promesse d'argent obtenue par violence ou à

1. Nous rappelons que tout membre de la famille, pourvu qu'il soit copropriétaire, peut, à n'importe quel moment, exiger le partage du bien familial.

la suite d'un dol par exemple), ils ont contraint *l'accipiens* à restituer le montant de son enrichissement; et qu'enfin, en matière contractuelle, lorsqu'une partie a transféré la chose dans l'intention d'obtenir une contre-prestation de l'autre partie, mais que cette contre-prestation n'a pas eu lieu, ils ont autorisé le créancier à agir devant le « Fono » en répétition de la chose transférée.

SECTION II

LES EFFETS DES OBLIGATIONS.

§ I. *Responsabilité du débiteur.*

Le débiteur est tenu d'exécuter son obligation à moins que l'exécution en soit devenue impossible par la perte de la chose due à un cas fortuit ou de force majeure : j'ai vendu à X un cochon que je dois livrer lors de la prochaine récolte de taros ; si avant cette date le porc meurt foudroyé, je serai libéré de mon obligation, mais de son côté X ne devra plus rien.

En cas de cas fortuit ou de force majeure, le débiteur est toujours responsable de la non exécution de son obligation. Du moment qu'il n'exécute pas sa prestation il est en faute et, nous savons que les tribunaux assimilent d'une façon complète la faute contractuelle à la faute délictuelle.

§ II. *Droit de poursuite du créancier contre le débiteur.*

Dès lors, aussitôt qu'un débiteur n'accomplit pas son obligation le créancier peut, sans même le mettre en demeure d'une manière officielle, le poursuivre devant le « Fono » ; et le « Fono », mathématiquement, lui in-

fligera une amende avant de prescrire l'exécution de l'obligation. Mais cette exécution forcée ne pourra avoir lieu que si le créancier a lui-même satisfait à son obligation. Ainsi, je suppose que j'ai acheté un cochon que j'ai déjà payé à mon vendeur ; si celui-ci ne veut pas me livrer ledit animal, j'irai devant le « Fono » qui condamnera le vendeur, pénalement à une amende, et, civilement, à me livrer le porc. Mais je demeurerai sans droit si je n'avais commencé par exécuter le contrat, non seulement en offrant de payer, mais en payant réellement l'objet.

Nous savons par ailleurs que l'exécution forcée de l'obligation ne peut avoir lieu qu'en nature et non par équivalent et que l'exécution après jugement ne peut porter (sauf en ce qui concerne le paiement de l'amende) ni sur le patrimoine du débiteur ni sur sa personne : au cas où le débiteur n'exécute pas le jugement, il faut retourner devant le « Fono » qui punit à nouveau celui-ci jusqu'à ce qu'il exécute la sentence.

SECTION III

EXTINCTION DES OBLIGATIONS.

§ I. *Modes nécessaires.*

La confusion, la perte sans la faute du débiteur de la chose due, éteignent l'obligation. Cela va de soi. Citons également comme mode nécessaire d'extinction : la mort. La mort du débiteur éteint l'obligation délictuelle. Quant à l'obligation non-délictuelle, nous avons vu qu'elle ne survit au débiteur, qu'autant qu'elle s'exécute directement, en nature.

§ II. *Modes volontaires.*

Les modes volontaires d'extinction des obligations sont plus nombreux et variés que les modes nécessaires forcément limités. On peut citer comme causes d'extinction volontaire ; le paiement, le *mutuus dissensus*, la remise de dette, la novation, la compensation, le terme extinctif et la condition résolutoire.

Les Wallisiens respectent d'habitude volontiers les conventions qu'ils se sont données ; aussi le paiement est-il le mode le plus ordinaire d'extinction des obligations. Parfois, cependant, interviennent entre les parties des conventions ayant pour but principal d'éteindre l'obligation ; telles sont le *mutuus dissensus*, la remise de dette (qui en Droit indigène est toujours faite *animus donandi*), la novation. A la différence du Droit romain, la novation ne peut avoir lieu que par changement d'objet.

Chose curieuse, la compensation occupe en Droit wallisien une place relativement considérable ; et la compensation conventionnelle ou judiciaire plus encore que la compensation « légale ». Cela est dû à la rareté de la monnaie : peu de dettes se paient en argent, mais en nature. Dès lors, deux personnes étant réciproquement créancières, l'une d'une somme d'argent par exemple, l'autre d'un corps certain, il est normal que, pour faciliter les opérations, elles conviennent de compenser leurs dettes. C'est ce qui se passe le plus souvent dans ces cas-là.

SECTION IV

OBLIGATIONS COMPLEXES.

Nous venons de voir que les Wallisiens ajoutaient parfois aux obligations des modalités qui affectent ces obligations dans leur existence même : terme extinctif, condition résolutoire. Ils pratiquent également la condition et le terme suspensif et peuvent même compliquer leurs obligations de modalités relatives à l'objet : obligations conjonctives, alternatives ou facultatives. Par la force des choses, ils ont été amenés à préciser la situation de plusieurs personnes créancières ou débitrices de la même obligation. Le principe qui en est résulté est celui de la divisibilité des créances et des dettes entre les sujets actifs ou passifs. Ce principe ne comporte d'exception que lorsque l'objet de l'obligation est indivisible. Dans ce cas, chacun des créanciers pourra exiger l'exécution de la totalité de la prestation et ce, contre l'un quelconque des débiteurs.

SECTION V

DE LA CESSION DES OBLIGATIONS. DES SURETÉS.

Les besoins de la vie juridique étant extrêmement réduits, la nécessité ne s'est point fait sentir de compliquer autrement le droit des obligations. C'est ainsi, notamment, que les obligations sont aux Wallis intransmissibles à titre particulier entre vifs et que l'indigène ignore jusqu'à l'existence des sûretés tant réelles que personnelles. Il faut croire d'ailleurs que la sanction,

pénale avant tout, que trouve le créancier en poursuivant son débiteur insolvable devant le « Fono », s'est révélée suffisamment efficace, sans qu'il soit besoin de conclure des conventions accessoires destinées à lui assurer des garanties supplémentaires.

CHAPITRE IV

Les successions

SECTION I

DÉVOLUTION DU PATRIMOINE.

La succession est aux Wallis, comme dans notre Droit, le seul mode de transmission du patrimoine à titre universel.

Les règles qui dominent le Droit des successions¹ reposent, avant tout, sur ces considérations d'intangibilité du patrimoine commun familial que nous avons constatées déjà. L'obligation de conserver intact le bien familial, dans l'intérêt de la famille même, d'empêcher que ce bien ne passe à des mains étrangères ou ne soit dissipé, continue à s'appliquer au Droit des successions comme du vivant de l'individu.

Mais, à côté des biens familiaux perpétuellement inaliénables, une portion du patrimoine va suivre des règles particulières de dévolution basées avant tout sur l'ordre présumé des affections du défunt. Cette masse de biens comprend les biens personnels.

Au décès de l'individu, comme de son vivant, la

1. Il ne s'agit ici que des successions *ab intestat*. Les Wallisiens ignorent, comme nous le verrons, la pratique des testaments.

division du patrimoine en deux portions : biens familiaux et personnels, subsiste donc.

§ I. *Des différents cas qui peuvent se présenter.*

Que deviennent dès lors les biens familiaux à la mort d'un quelconque des membres de la famille ? Leur situation n'est pas changée. Ils ne subissent aucune dévolution. La propriété familiale continue à s'appliquer sur eux, telle qu'elle ; le groupe titulaire de ce droit étant seulement diminué d'une unité. Par représentation, les descendants du *de cujus* deviendront seulement titulaires virtuels de sa part ; etsi, éventuellement, on procède au partage, elle leur sera attribuée. S'il n'a pas de descendants légitimes, sa part accroîtra celle des parents de la branche d'où proviennent les biens familiaux en question. Ces biens resteront ainsi dans leur ligne. Ce n'est en somme que l'application de l'adage bien connu de notre ancien Droit : *paterna pater nis, materna maternis*.

Si c'est le « Matua » qui meurt, rien n'est modifié non plus en ce qui concerne le patrimoine familial ; l'administrateur seul en est changé.

Les biens personnels, par contre, subissent une véritable dévolution. Ils vont aux parents les plus proches par le sang, suivant un ordre déterminé qui se rapproche assez du système allemand dit des « parentèles ». Il y a trois classes d'héritiers légitimes : Le premier ordre comprend tous les descendants, le deuxième les père et mère et tous leurs descendants et le troisième les grands-parents et tous leurs descendants. A défaut de parents dans un ordre la masse successorale est dévolue à l'ordre suivant ; et, s'il n'existe aucun parent — ce qui est excessivement rare —, la succession est abandonnée. Dans chaque

ordre les héritiers ont des devoirs égaux. La représentation n'est possible qu'entre successibles de la première classe.

L'enfant naturel succède à sa mère et à ses parents du côté maternel mais non à son père ni à ses parents paternels. Il n'hérite d'ailleurs que des biens personnels où il prend une part d'enfant légitime et n'a aucun droit aux biens familiaux lorsqu'on procède au partage de ceux-ci.

Le conjoint ne peut prétendre à rien dans la succession de l'autre conjoint.

§ II. *Caractères de la succession.*

Les héritiers en Droit wallisien sont des héritiers nécessaires : ils n'ont pas besoin d'accepter la succession et ne peuvent pas non plus y renoncer.

SECTION II

DES DROITS ET DEVOIRS DES HÉRITIERS.

On peut dire d'une manière générale, bien que la règle comporte de nombreuses exceptions, que les héritiers continuent la personne du défunt.

§ I. *Les droits des héritiers.*

En principe les héritiers acquièrent tous les droits et actions du défunt. Cependant, certains d'entre eux sont intransmissibles. Citons : les droits nés de l'usufruit, les créances que le défunt pouvait avoir contre l'héritier, car il y a alors confusion.

§ II. *Les charges imposées aux héritiers.*

Nous savons que les dettes se transmettent aux héritiers du débiteur, mais à la condition toutefois, que la chose certaine due existe encore en nature au décès de celui-ci. Ce n'est là que l'application du principe de la non exécution des obligations par équivalent.

Il semble cependant que ces dettes restent, quel qu'en soit l'objet : bien personnel ou familial, entièrement à la charge des ayants cause qui hériteraient des biens personnels du défunt. Mais en pratique les dettes d'argent ou de choses consommables sont très rares et portent sur une valeur infime que le créancier abandonne le plus souvent au décès de son débiteur. Quant aux dettes de corps certains, ordinairement il n'y a pas de difficultés non plus : le créancier prend la chose dans l'état où elle se trouve, sans avoir à poursuivre les héritiers devant les tribunaux. De sorte qu'en fait, sur tous ces points, le Droit n'ayant pas eu à s'appliquer, est resté assez incertain ; et il serait téméraire de vouloir formuler une règle précise sur la question.

SECTION III

LE PARTAGE.

C'est surtout au décès du chef de famille que les nécessités du partage se font sentir : l'autorité du nouveau « Matua » n'est souvent pas suffisamment établie encore pour calmer les dissensions qui peuvent naître entre membres de la famille ou qui couvaient depuis longtemps, mais n'éclataient point, par déférence pour l'ancien « Matua ».

La procédure du partage s'ouvre alors et se déroule telle que nous l'avons décrite plus haut.

Quant aux biens personnels ils sont nécessairement l'objet d'une répartition entre les héritiers ; le « Matua » en première instance, le « Fono pulehaga » en appel, en règlent les opérations.

SECTION IV

DES DISPOSITIONS A TITRE GRATUIT.

L'idée traditionnelle que le « Matua » doit transmettre intact aux générations qui suivent le patrimoine commun, car il n'en est que l'administrateur, et que les biens qui composent ce patrimoine doivent être conservés dans l'intérêt même de la famille, devait tout naturellement s'opposer à la disposition à titre gratuit de ces biens. C'est ce qui s'est produit : Le patrimoine familial est théoriquement intangible. En pratique, cependant, cette règle a subi de nombreuses atteintes du fait de la Mission.

Depuis son installation aux Wallis, en effet, un certain nombre de donations de terrains ont été faites à la Mission Mariste. De semblables libéralités, bien qu'elles se prétendent effectuées en toute « propriété »¹ et à « perpétuité »¹, sont-elles valables ? On peut en douter. Le traité de protectorat de 1842 ne semble viser, en effet, que les acquisitions à titre onéreux faites par des étrangers. En tout cas, ces libéralités sont inconciliables avec les principes mêmes qui régissent la propriété familiale ; car le bien familial a pour destination première la satis-

1. Voir notamment dans l'ouvrage de Mgr. Blanc, *Les Iles Wallis*, *op. cit.*, p. 116 l'acte de donation faite par le roi Vito à la Mission, le 19 mai 1897.

faction des besoins permanents de la famille, et, le but de son inaliénabilité est, précisément, d'éviter qu'il ne soit détourné de cette destination. Il n'est donc pas exagéré de dire que la propriété familiale est une « fonction sociale » et que son intangibilité constitue une question d'ordre public. Comment, dès lors, une juridiction, quelle qu'elle soit, pourrait-elle sur la réclamation d'un membre quelconque de la famille, éviter juridiquement d'annuler les libéralités en question ?

Mais si les donations en toute propriété de biens familiaux peuvent paraître précaires, il n'en est pas de même pour les donations en usufruit de ces biens. De telles libéralités sont certainement valables ; et on ne peut que les approuver lorsqu'elles ont pour but, ce qui est le cas le plus fréquent, de doter un membre de la famille qui se marie.

Valables aussi sont les dispositions à titre gratuit des biens personnels, car de tels biens sont librement aliénables.

Le Wallisien ignorant la pratique des testaments, les libéralités ont toujours lieu par acte de donation entre vifs.

Aucune forme n'est prescrite pour la validité des donations qui se font ordinairement par dons manuels ou remises de dettes précédés de l'offre du « kava » et du « kole ».

De semblables libéralités, parce que portant sur des biens d'une valeur insignifiante, ne sont naturellement pas rapportables. C'est ce qui explique également, sans doute, qu'aucune réglementation ne mette la famille à l'abri des donations excessives de ces biens par l'institution d'une réserve et la pratique de la réduction.

CONCLUSIONS

Telles sont les principales institutions juridiques des Uvéens.

Comme on peut le constater, la pureté des coutumes wallisiennes a sur certains points subi bien des atteintes de la part de la Mission. Il serait cependant exagéré de prétendre, comme l'a fait M. J. Bouge¹, que sous l'influence des religieux, les Wallis avaient acquis « une organisation indigène toute nouvelle », « œuvre d'intelligences européennes ». Sans doute, le terrain d'expérience de l'Eglise s'étant révélé particulièrement malléable, celle-ci a su, en peu de temps, prendre la haute direction morale du peuple wallisien, réformant d'une manière générale les mœurs en ce qu'elles avaient de barbares ou de primitif, établissant plus spécialement la société sur des bases nouvelles : organisation de la famille fondée sur le mariage chrétien. Mais, à côté de cela, subsiste une majorité d'institutions coutumières originales qui n'ont pour ainsi dire pas été touchées.

Evidemment beaucoup de ces institutions, surtout lorsqu'elles n'ont pas eu le temps ou l'occasion de se fixer d'une manière définitive, pèchent par leur imprécision technique, leurs hésitations. Cela est dû au caractère indolent des « habitants de la Nouvelle Cythère² »

1. J. Bouge, « Notes sur la population des îles Wallis », *Revue d'ethnographie et de sociologie*, t. IV, 1913.

qui ont horreur de l'effort et, en tout, préfèrent s'abandonner « au doux et voluptueux farniente »¹.

Quoi qu'il en soit, avec ses incertitudes, avec ses imperfections, le Droit des Uvéens, et plus spécialement leur Droit privé, est bien suffisant, en l'état actuel de leur civilisation, pour répondre à leurs besoins tant « économiques »² que « politiques »³. « C'est, en effet, une vérité, a dit M. H. Solus³, dont le raisonnement et l'expérience fournissent la preuve, que la législation de Droit privé d'un peuple est en harmonie et en concordance étroites avec son organisation politique, son état social, son degré de civilisation ». De même, le Droit privé des Wallis, et notamment le Droit des choses, si primitif soit-il, correspond exactement aux besoins de la société; ses buts sont modestes comme le sont les appétits des indigènes qui l'appliquent.

Quant au rouage administratif et judiciaire, organisé sur des bases stables, il fonctionne normalement depuis plusieurs siècles. C'est là le moindre éloge qu'on puisse lui faire !

Au point de vue doctrinal, le Droit des Uvéens, ces « isolés issus d'isolés »⁴, nous fournit un champ d'observation, assez réduit sans doute, mais fort curieux cependant. Il nous a permis d'étudier des institutions qui nous paraissent parfois bien singulières avec notre mentalité d'occidentaux, mais qui sont toujours très intéressantes. Il nous a permis également de vérifier, sous d'autres cieux, dans une civilisation absolument originale et

1. A. Girault, t. I, *op. cit.*, p. 427.

2. R. Maunier, *Introduction à la sociologie*, F. Alcan, 1929, p. 39.

3. H. Solus, *Traité de la condition des indigènes en droit privé*, *op. cit.*, N° 189, p. 230.

4. Mgr. Blanc, *op. cit.*, p. 32.

différente de la nôtre, bon nombre de règles formulées par le Droit comparé ; car il est incontestable que « l'analogie des conditions de vie produit l'analogie des idées et des mœurs »¹.

Comme l'a fort justement fait remarquer M. Maunier, notre vieux Montaigne avait donc bien raison, lorsqu'il constatait « en ses essais, la diversité de tous les usages, mais aussi leur conformité à travers le temps et le lieu »².

1. R. Maunier, *op. cit.*, p. 63.

2. R. Maunier, *op. cit.*, p. 79.

Vu :
Le Doyen,
Edgard ALIX.

Vu :
Le Professeur, Président de thèse
H. SOLUS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- BLANC (Mgr.). — *Les Iles Wallis*, Perrin, 1914.
- BOUGE (L.J.). — « Notes sur la population des îles Wallis », *Revue d'Ethnographie et de sociologie*, t. IV, 1913.
- DARESTE (P.). — *Traité de droit colonial*, t. II, 2^e fasc. 1932, t. I, 1931.
— *Recueil de législation, de doctrine et de jurisprudence coloniales*, 1911.
— « Les collectivités indigènes », *La quinzaine coloniale* du 10 septembre 1935.
- GARÇON (E.). — *Le droit pénal*, Payot, et C^{ie}, 1922.
- GIRAULT (A.). — *Principes de colonisation et de législation coloniales*, Sirey, 5^e édit. 1927.
- HAURIOU (M.). — *Précis de droit Constitutionnel*, Sirey, 1929.
- MAY (G.). — *Eléments de droit romain*, Sirey, 1932.
- MAUNIER (R.). — *Introduction à la sociologie*, F. Alcan, 1929.
- SANNER (J.). — *Le droit civil applicable aux Hindous dans les Etablissements français de l'Inde, son évolution depuis 30 ans*, 1916.
- SOLUS (H.). — *Traité de la condition des indigènes en droit privé*, Sirey, 1927.
- SORG (L.). — *Introduction à l'étude du Droit hindou*, Pondichéry, imp. du Gouvernement 1895.
- VIALA (D^r). — « Les Iles Wallis et Horn », *Bulletin de la Société Neuchâteloise de Géographie*, t. XXVIII, 1919.
- Les Colonies françaises*, t. IV, Paris, Quantin, 1890.
- La Dépêche coloniale illustrée*, N^o 15 du 15 août 1914 « L'archipel des Wallis ».
- L'Illustration* du 23 août 1913.
- Le Matin* du 21 juin 1913.
-

TABLE DES MATIÈRES

<i>INTRODUCTION</i>	1
§ I. <i>Géographie des Wallis</i>	1
1° Géographie physique	1
2° Population. Ethnographie	2
3° Végétation. Production	3
§ II. <i>Histoire des Wallis</i>	4
1° Période de peuplement	4
2° Période d'organisation administrative	5
3° Découverte d'Uvéa. Soumission à la France	6

LE DROIT PUBLIC

TITRE I

ORGANISATION CONSTITUTIONNELLE ET ADMINISTRATIVE DES WALLIS

§ I. <i>Le roi</i>	15
1° Election du roi	15
2° Révocation du roi	16
3° Rôle du roi	17
§ II. <i>Les ministres</i>	19
1° Recrutement des ministres	19
2° Les principaux ministres	19
3° Leurs fonctions	19
§ III. <i>Les Conseils</i>	20
1° Les Conseils proprement dits	20
2° Le « Fono talaga »	22
§ IV. <i>Les « pules »</i>	22
1° Recrutement des « pules »	22
2° Leur rôle	22
§ V. <i>Les chefs de village</i>	23
1° Recrutement des chefs de village	23
2° Leur rôle	23

TITRE II

LA JUSTICE

SECTION I. — L'ORGANISATION JUDICIAIRE. LES PRINCIPALES JURIDICTIONS	27
§ I. <i>Le « Fono pulehaga »</i>	28
1° Composition	28
2° Rôle et compétence	28

§ 2. <i>Le « Fono fenua »</i>	29
1 ^o Composition	29
2 ^o Rôle et compétence	29
§ III. Les Conseils des ministres	29
§ IV. Juridictions diverses	30
SECTION II. — LE DROIT PÉNAL ET LA PROCÉDURE PÉNALE	30
§ I. <i>Les délinquants</i>	30
§ II. <i>Les peines</i>	31
1 ^o Les principales infractions punies	31
2 ^o Les différentes sortes de peines	32
3 ^o La mesure des peines	32
4 ^o Exécution des peines	33
5 ^o La grâce	33
§ III. <i>La procédure pénale</i>	33
1 ^o Procédure devant le « Fono pulehaga »	34
2 ^o Procédure devant le « Fono fenua »	35
SECTION III. — DES CONTESTATIONS CIVILES	36
SECTION IV. — LES VOIES DE RECOURS	39

LE DROIT PRIVÉ

TITRE I

<i>SOURCES DU DROIT PRIVÉ</i>	43
-------------------------------------	----

TITRE II

<i>LES PERSONNES</i>	45
----------------------------	----

CHAPITRE PREMIER

ETUDE DE LA FAMILLE	45
I. La parenté. L'alliance	46
II. Composition du groupe familial	46
III. Qui est chef de famille ?	47
IV. Rôle du chef de famille	47
V. Extinction de l'autorité du « Matua »	47

CHAPITRE II

LE MARIAGE	49
I. Empêchements au mariage	49
1 ^o Empêchements absolus	51
2 ^o Empêchements relatifs	51
II. Formes du mariage	51
III. Preuves du mariage	51
IV. Effets du mariage	52
1 ^o Dans les rapports entre époux	52
2 ^o En ce qui concerne les enfants	52
3 ^o Quant aux biens	53
V. Dissolution et relâchement du lien matrimonial	53

CHAPITRE III

LA FILIATION	55
SECTION I. — FILIATION LÉGITIME	55
Détermination de la filiation légitime	55
Effets	56
SECTION II. — FILIATION NATURELLE SIMPLE	57
1° Détermination de la filiation naturelle	57
2° Effets	57
SECTION III. — FILIATION ADULTÉRINE	58
1° Des principaux cas de filiation adultérine	58
2° Effets	58
SECTION IV. — FILIATION INCESTUEUSE	59
SECTION V. — LA LÉGITIMATION	59
SECTION IV. — L'ADOPTION	60

CHAPITRE IV

LES INCAPABLES	61
§ I. <i>Les mineurs</i>	61
§ II. <i>Les aliénés</i>	62

TITRE III

LES CHOSES	63
SECTION I. — LES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE BIENS	63
§ I. <i>Les biens familiaux</i>	64
§ II. <i>Les biens personnels</i>	65
SECTION II. — LE PATRIMOINE	65

CHAPITRE PREMIER

LES DROITS RÉELS	67
SECTION I. — LA PROPRIÉTÉ	67
§ I. <i>Ses caractères</i>	67
§ II. <i>Acquisition de la propriété</i>	68
I. Modes d'acquisition originaires	68
1° L'occupation	68
2° L'accession	69
II. Modes dérivés volontaires	70
III. Modes dérivés non volontaires	70
1° Le partage	70
2° Le bornage	71
3° La loi	72
SECTION II. — L'USUFRUIT	72
SECTION III. — LES SERVITUDES	73

CHAPITRE II

LA POSSESSION	74
---------------------	----

CHAPITRE III

LES OBLIGATIONS	75
-----------------------	----

SECTION I. — LES SOURCES DES OBLIGATIONS	75
--	----

§ I. <i>Les contrats</i>	75
--------------------------------	----

I. Conditions de formation et de validité des contrats	76
--	----

a) Le consentement	76
--------------------------	----

1° Comment il se réalise	76
--------------------------------	----

2° Vices du consentement	77
--------------------------------	----

b) L'objet	77
------------------	----

II. Effets des contrats	78
-------------------------------	----

III. Des principaux contrats usuels	78
---	----

a) La vente	79
-------------------	----

b) Le louage	80
--------------------	----

c) Les contrats aléatoires	81
----------------------------------	----

d) Les contrats désintéressés et à titre gratuit	81
--	----

§ II. <i>Les délits</i>	82
-------------------------------	----

1° Evolution de la sanction des délits privés	82
---	----

2° Eléments constitutifs de la responsabilité délictuelle	82
---	----

3° Réparation du dommage causé	83
--------------------------------------	----

4° De la responsabilité présumée	84
--	----

§ III. <i>Les obligations naissant de la loi</i>	85
--	----

SECTION II. — LES EFFETS DES OBLIGATIONS	86
--	----

§ I. <i>Responsabilité du débiteur</i>	86
--	----

§ II. <i>Droits de poursuite du créancier contre le débiteur</i>	86
--	----

SECTION III. — EXTINCTION DES OBLIGATIONS	87
---	----

§ I. <i>Modes nécessaires</i>	87
-------------------------------------	----

§ II. <i>Modes volontaires</i>	88
--------------------------------------	----

SECTION IV. — OBLIGATIONS COMPLEXES	89
---	----

SECTION V. — DE LA CESSION DES OBLIGATIONS DES SURETÉS	89
--	----

CHAPITRE IV

LES SUCCESSIONS	91
-----------------------	----

SECTION I. — DÉVOLUTION DU PATRIMOINE	91
---	----

§ I. <i>Des différents cas qui peuvent se présenter</i>	92
---	----

§ II. <i>Caractères de la succession</i>	93
--	----

SECTION II. — DES DROITS ET DEVOIRS DES HÉRITIERS	93
---	----

§ I. <i>Les droits des héritiers</i>	93
--	----

§ II. <i>Les charges imposées aux héritiers</i>	94
---	----

SECTION III. — LE PARTAGE	94
---------------------------------	----

SECTION IV. — DES DISPOSITIONS A TITRE GRATUIT	95
--	----

CONCLUSION	97
------------------	----

